

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BESSIN, Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

1 - Modifications du règlement de fonctionnement et réécriture du projet de service de la crèche « Maison de la petite enfance » qui devient « Bulle d'éveil » de la ville de Mayenne
--

Mme LEFOULON expose :**Contexte et enjeux :**

Suite à l'arrivée de la nouvelle équipe de direction sur la crèche, des situations rencontrées au quotidien par les équipes de professionnelles et de la prise de fonction des nouveaux élus; Après 10 ans de fonctionnement de la maison de la Petite Enfance dans ses locaux actuels et une législation modifiée de manière importante avec le Décret d'août 2021, il est apparu important de réécrire le projet de service et le règlement de fonctionnement de la crèche qui en découle. Ceci ayant pour objectifs, outre de répondre aux nouvelles injonctions légales, de permettre une appropriation du projet et du fonctionnement de la structure pour chacun, requestionner les valeurs, redonner du sens au travail et refixer les priorités et les orientations politiques d'accueil de la petite enfance sur la Ville et enfin de vérifier que nous répondions toujours aux orientations de la Caf. Tous les protocoles internes ont été actualisés également.

La démarche a été participative avec 3 réunions de travail avec les élus du conseil de crèche (parents, professionnels, élus de la Ville) pour le règlement de fonctionnement, 9 réunions de travail en groupes avec tous les professionnels de la crèche pour le projet éducatif durant le premier semestre 2023. Un temps de travail sur tous ces travaux a également eu lieu au mois de juin au sein de la commission Petite enfance de la ville de Mayenne associant en plus les partenaires locaux : la PMI, la Caf et la MSA.

Le projet d'établissement dont fait partie le projet éducatif sur lequel les professionnels ont travaillé est en cours d'écriture. Il n'est à ce jour pas totalement finalisé.

Concernant le règlement de fonctionnement, toute la structure du document a été retravaillée car à force de modifications, il n'apparaissait plus clair et ordonné. Pour le fond, tous les points ont été passés en revue afin d'évaluer si nous étions encore adaptés aux réalités actuelles des besoins et des problématiques rencontrées par les familles et les professionnelles, éventuellement complétés lorsque des manques apparaissaient. Beaucoup de précisions données auparavant à l'oral aux familles ont été écrites.

Quelques points de modifications :

- Mise en place d'une commission d'attribution des places avec participation des parents élus ;
- Priorisation des critères d'attribution des places d'accueil ;
- Les horaires d'ouverture et fermeture de la structure sont maintenus mais les arrivées entre 11h et 13h et entre 15h et 16h ne sont plus possibles (sauf exception) pour la partie accueil régulier, entre 12h et 13h30 pour l'accueil occasionnel ;
- Des conditions de ruptures de contrat ont été stipulées ;
- L'organisation du système de réservation pour l'accueil occasionnel a été précisée ;
- Les heures d'adaptation ne sont plus facturées au forfait (4h) mais aux heures réelles effectuées ;
- Passage de 35 jours (actuels) à 40 jours de congés maximum par an pour les contrats des familles, proratisés lors de contrats à temps partiel (dont 16 à 18 jours imposés par la fermeture estivale, à Noël et à l'Ascension). Ceci afin de correspondre davantage aux besoins des familles et ne pas pénaliser la structure sur le différentiel entre les heures réservées et les heures réellement effectuées, qui entraîne une diminution de la subvention de la Caf ;
- La majoration de 10% pour la facturation des familles domiciliées hors Mayenne, est supprimée. La charge pour la ville reste identique car la Caf complète jusqu'à un seuil déterminé en tenant compte des participations des familles ;
- Une place pourra être réattribuée si l'enfant n'arrive pas à la date prévue lors de la demande de la famille acceptée en commission d'attribution, laissant ainsi une place « vide » qui pourrait être utile à une autre famille, sous réserve qu'il y ait eu un échange avec la famille dans un délai d'une semaine ;
- Les petits contrats d'accueils réguliers inférieurs à 4 jours par semaine seront possibles sur les jours de moindre fréquentation de la structure (lundi, mercredi et vendredi), afin d'offrir au plus grand nombre des possibilités d'accueil ;
- Le plafond des ressources des familles, prises en compte pour le calcul du tarif horaire, est fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) chaque année mais il est possible de le mettre au-dessus. Il avait été fixé en conseil municipal à 6 000€ du 1er novembre 2019 au 31 décembre 2022, alors que le plafond CNAF était de 5 300€ en 2019, 5 600€ en 2020, 5 800€ en 2021, et est à 6 000€ depuis 2022. Pour rappel cela ne change pas le reste à charge pour la collectivité. Nous suivrons dorénavant ce plafond fixé par la CNAF.

Nouveau nom pour la structure :

Après appels à idées, propositions de différents noms et votes auprès des élus, des parents et des professionnels de la crèche, le nom qui a remporté le plus de voix aux suffrages est : « Bulle d'éveil ».

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- valide ce nouveau règlement de fonctionnement avec les modifications apportées qui rentrera en vigueur au 1^{er} octobre 2023.
- valide le nouveau nom de la crèche : « Bulle d'éveil ».

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le

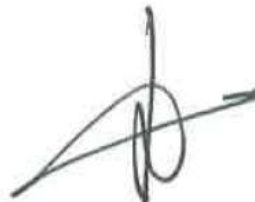
ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_01-DE



A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET

A blue ink signature of Olivier REBOURS, consisting of a large, stylized 'O' followed by a series of loops and a final flourish.A blue ink signature of Jean-Pierre LE SCORNET, featuring a large, stylized 'J' followed by a series of loops and a final flourish.

Règlement de fonctionnement

Crèche « Bulle d'éveil »

Ville de Mayenne

Conformément au Décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants

Ce document prend effet le 1^{er} octobre 2023

Validé par délibération n° du Conseil municipal du 21 septembre 2023



Nouvelle photo en cours

La crèche nommée « Bulle d'éveil »,

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_01-DE

Est située au sein de la Maison de la Petite Enfance

36 rue de la Madeleine 53100 Mayenne

Tel : 02.43.00.19.64

Mail : creche@mairie-mayenne.net

Elle est gérée et financée par la Ville de Mayenne, sous la responsabilité du maire, le gestionnaire.

Elle est subventionnée par la Caisse d'Allocations Familiales et la Mutuelle Sociale Agricole en complément de la participation financière des familles.

Ce règlement de fonctionnement fait référence :

- Au décret n° 2121-1131 du 30 août 2021 pour l'organisation des Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE),
- Aux articles n°R2324-1 à R2324-48 du Code de la santé Publique.
- Aux circulaires de la CNAF n°2014-009 et n°2019-05 relatives à la PSU pour le calcul du tarif et les justificatifs qui s'y rapportent.

La fréquentation de la crèche implique l'acceptation de ce présent règlement de fonctionnement par les représentants légaux des enfants.

Les termes « parent(s) » et « famille » utilisés dans ce document désignent la ou les personnes exerçant l'autorité parentale conjointe ou exclusive.

« Bien plus qu'une mission, une obsession pour les équipes qui accueillent vos enfants : les faire s'éveiller au monde qui les entoure, les aider à grandir, à se socialiser, à gagner en autonomie, dans une bulle de bienveillance, de professionnalisme et dans un cadre sécurisant pour tout le monde.

C'est ensuite d'être à l'écoute et attentif aux attentes des familles dans un contexte réglementaire en constante évolution.

C'est enfin se nourrir de la connaissance du développement de l'enfant et de ses besoins et donc innover dans les pratiques et les prises en charges.

C'est cette feuille de route qui anime les professionnels, les qui se succèdent depuis 50 ans pour offrir le meilleur aux enfants dès leur plus jeune âge.

Cet équipement contribue aussi au dynamisme économique et à l'attractivité de notre territoire !

Une grande fierté donc. »

Jean-Pierre Le Scornet, Maire de Mayenne.

1	ÉTABLISSEMENT ET TYPE D'ACCUEIL	1
1.1	Les types d'accueil	1
1.2	Capacité d'accueil	1
1.3	Jours et heures d'ouverture	1
1.4	Les périodes de fermeture annuelles	2
2	PRÉSENTATION DES PROFESSIONNELS	2
2.1	Qualification et missions des professionnels	2
2.2	Les professionnels de santé	3
2.3	Les professionnels encadrant les enfants	3
3	LES CONDITIONS D'INSCRIPTION ET D'ADMISSION	4
3.1	Modalités d'inscription	4
3.2	Commission d'attribution des places	4
3.3	Accueil d'urgence	5
3.4	Accueils spécifiques	5
3.5	Dossier d'admission	6
3.6	Protection des données personnelles	6
4	CONDITIONS DE SÉJOUR	7
4.1	Arrivée de l'enfant	7
4.2	Trousseau et affaires personnelles	8
4.3	Participation des parents à la vie de la structure	8
4.4	Adaptation progressive, familiarisation de l'enfant à la vie en collectivité	9
4.5	Horaires, conditions d'arrivée et de départ des enfants	9
4.6	Alimentation	10
4.7	Sommeil	10
4.8	Éveil - sorties et promenades	11
4.9	Conditions de rupture de contrat ou d'exclusion de l'enfant	11
5	SANTÉ DE L'ENFANT ET SÉCURITÉ	11
5.1	Vaccinations	11
5.2	Modalités de délivrance des soins spécifiques et d'accueil de l'enfant malade, présentant un handicap ou une affection nécessitant une attention particulière	12
5.3	Sécurité	12
6	CONTRACTUALISATION ET RÉSERVATION	13
6.1	Contractualisation	13
6.2	Réservation des heures	13
6.3	Heures supplémentaires	14
6.4	Cas de déductions exceptionnelles	14
6.5	Congés	14
6.6	Départ de l'enfant	15
7	TARIFICATION ET FACTURATION	15
7.1	Calcul des tarifs	15
7.2	Calcul des heures facturées	17
7.3	Les moyens de règlement	17
8	COUPON DETACHABLE D'ACCEPTATION DU REGLEMENT	18

1 ÉTABLISSEMENT ET TYPE D'ACCUEIL

1.1 Les types d'accueil

La crèche collective « Bulle d'éveil » est un Établissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) qui dispose de trois types d'accueils pour les enfants âgés à partir de 10 semaines jusqu'à leur entrée à l'école maternelle.

L'accueil régulier

Il est caractérisé par des besoins de garde connus à l'avance et récurrents. Il est contractualisé avec les parents. L'enfant est accueilli dans l'une des trois sections : bébés, moyens ou grands.

L'accueil occasionnel

Il répond à un besoin de garde ponctuelle. Il peut varier de 1h à une journée entière. Cet accueil se fait sur réservation selon les places disponibles. Les enfants sont accueillis dans une même section quel que soit leur âge.

L'accueil d'urgence

Il est qualifié ainsi lorsque les besoins des familles ne peuvent pas être anticipés. Il est réservé aux situations exceptionnelles ou non prévisibles. Cet accueil s'effectue de manière temporaire en fonction des places disponibles. Les enfants sont accueillis dans l'une des 4 sections.

1.2 Capacité d'accueil

La crèche est agréée par la Protection Maternelle et Infantile (PMI) de la Mayenne pour 80 places réparties sur 4 sections.

Les places sont qualifiées comme suit :

- 60 places en accueil régulier ;
- 15 places en accueil occasionnel ;
- 5 places en accueil d'urgence.

Cette répartition est ajustable en fonction des demandes étudiées lors de la commission d'attribution des places.

1.3 Jours et heures d'ouverture

Pour les accueils réguliers et d'urgence : de 7h30 à 19h du lundi au vendredi.

Pour l'accueil occasionnel : le lundi de 9h à 12h, le mardi, le jeudi et le vendredi de 9h à 17h.

Les horaires peuvent être modulés dans ces cas :

- si les effectifs des enfants et les réservations sont réduits (par exemple pendant la période de vacances scolaires),
- en cas de force majeure,
- par mesure de sécurité,
- dans un contexte sanitaire particulier,
- en cas d'absence imprévue du personnel encadrant afin de respecter le taux d'encadrement légal.

1.4 Les périodes de fermeture annuelles

La crèche est fermée :

- une semaine sur la période des vacances de Noël,
- le vendredi du pont de l'Ascension,
- deux journées pour la formation continue des professionnels dites « journées pédagogiques » durant les vacances scolaires d'octobre (date communiquée au premier semestre de l'année civile en cours),
- deux semaines pendant les vacances d'été : les 15 premiers jours d'août (variables selon le calendrier). La section de l'accueil occasionnel est fermée une semaine de plus en août, soit 3 semaines,
- les jours fériés suivants : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, les 1^{er} et 8 mai, le jeudi de l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, le 14 juillet, le 15 août, les 1^{er} et 11 novembre et le 25 décembre.

L'établissement peut connaître des fermetures exceptionnelles cas de force majeure, mesure de sécurité, contexte sanitaire, absence imprévue du personnel encadrant afin de respecter le taux d'encadrement légal etc.

La crèche n'est pas tenue d'organiser un service minimum.

Chaque année, en fonction des ponts liés aux jours fériés, les familles sont sondées sur la présence potentielle de leur enfant. Une fermeture peut être décidée si le taux de fréquentation est insuffisant.

2 PRÉSENTATION DES PROFESSIONNELS

Les professionnels sont qualifiés et/ou possèdent l'expérience professionnelle requise par la réglementation en vigueur.

2.1 Qualification et missions des professionnels

La direction de la crèche est assurée par une **infirmière puéricultrice** dont les missions sont :

- Organiser l'accueil des familles et des enfants ;
- Garantir la mise en œuvre du projet d'établissement ;
- Assurer l'animation et la gestion des ressources humaines ;
- Gérer le budget et la facturation ;
- Participer à l'encadrement des enfants en section ;
- Suivre les recommandations du référent santé et accueil inclusif ;
- Établir la coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.

Elle est sous la direction de la responsable du Pôle Petite Enfance de la Direction Enfance, Jeunesse et Affaires Scolaires (DEJAS) de Mayenne Communauté.

Dans notre établissement de plus de 40 places, **l'adjointe, infirmière puéricultrice**, assiste la directrice dans ses missions. En cas d'absence de la directrice, elle assure la responsabilité de l'encadrement de la structure.

La continuité de la fonction de direction est assurée par les éducatrices de jeunes enfants sur les horaires d'ouverture de la structure en l'absence de la directrice ou de son adjointe pour toutes les dispositions à prendre en cas d'urgence.

L'agent d'accueil et administratif assure les missions suivantes :

- Accueil physique et téléphonique ;

- Établissement des contrats d'accueil, saisie des informations dans dossiers, facturation ;
- Mise à jour des plannings de présence des enfants ;
- Communication avec les familles, papier et numérique.

2.2 Les professionnels de santé

Un médecin de crèche effectue des vacations pour la structure. Il répond aux questions liées à la santé des enfants, participe à la rédaction et à la validation des protocoles de la crèche, voit les enfants âgés de moins de 4 mois pour valider leur admission. Il valide les projets d'accueils individualisés (PAI) et peut-être amené à recevoir les familles et leur enfant en consultation afin d'évaluer les adaptations d'accueil nécessaires pour les enfants en situation de handicap ou porteur de maladie chronique.

La fonction **de référent santé accueil inclusif** est assurée par l'infirmière puéricultrice, adjointe de la structure, en coordination avec le médecin de la crèche. Ses missions :

- Apporter son concours à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être et au bon développement des enfants ;
- Assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnelles et des parents ;
- Accompagner les équipes en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
- Mettre en œuvre des projets d'accueils individualisés (PAI) élaborés par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille, veiller à la mise en place des mesures nécessaires à l'accueil inclusif ;
- Établir les protocoles médicaux et veiller à leurs mises en place ;
- Contribuer au repérage des enfants en danger ou à risque et des mesures à prendre ;
- Pouvoir procéder avec l'accord des parents à un examen de l'enfant afin d'envisager si nécessaire une orientation médicale ;
- S'assurer à l'admission de l'enfant de la présence du certificat médical attestant de l'absence de contre-indication à la vie en collectivité (sauf pour les enfants de moins de 4 mois, vus par le médecin de crèche).

Une psychologue effectue des vacations afin d'assurer de l'analyse de pratique des professionnels. Elle accompagne les équipes en aidant à l'ajustement des comportements et des postures professionnelles.

2.3 Les professionnels encadrant les enfants

Suivant l'agrément de la crèche, le taux d'encadrement est de 1 adulte pour 5 enfants non-marcheurs et 1 adulte pour 8 enfants marcheurs.

Les professionnels présents auprès des enfants doivent être qualifiés à au moins 40% selon le décret du 30 août 2021 en vigueur.

Dans les sections, l'équipe qui accompagne les enfants au quotidien est composée d'Educateurs de Jeunes Enfants (EJE), d'auxiliaires de puériculture (AP), d'agents ayant un CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance (AEPE) et d'agents sociaux.

L'éducateur de jeunes enfants intervient dans un cadre éducatif, prévient le risque de maltraitance du jeune enfant et favorise son développement psycho-affectif, physique, social et intellectuel. Il impulse et coordonne au quotidien l'action éducative et pédagogique auprès de l'équipe.

L'auxiliaire de puériculture et l'agent social veillent au bien-être, à la sécurité physique et affective des enfants. Ils encadrent et assurent le quotidien des enfants tout en participant et en mettant en œuvre le projet d'établissement.

Les agents d'entretien et les cuisiniers assurent la préparation et le service des repas, ils sont responsables de l'hygiène des locaux et de l'entretien du linge. Ils peuvent participer ponctuellement à des ateliers auprès des enfants (ateliers cuisine par exemple).

Des **stagiaires** (puéricultrices, éducateurs de jeunes enfants, infirmiers, auxiliaires de puériculture, CAP AEPE...) sont régulièrement présents dans la structure et auprès des enfants.

3 LES CONDITIONS D'INSCRIPTION ET D'ADMISSION

3.1 Modalités d'inscription

Tout parent souhaitant inscrire son enfant à la crèche, est orienté vers le Relais Petite Enfance (RPE) de Mayenne Communauté. Après analyse de la demande, le RPE remet au parent une fiche de pré-inscription.

Le parent dépose (par courrier ou par mail) la fiche de pré-inscription à la crèche « Bulle d'éveil » qui accuse réception. Tous les 2 mois, les familles sont invitées à recontacter la structure afin de confirmer la demande ou de modifier les données du dossier de la demande de la pré-inscription.

Selon l'accueil souhaité :

- Les demandes d'accueil régulier sont étudiées lors d'une commission d'attribution des places, en moyenne 6 dans l'année, les dates sont planifiées à l'avance ;
- Les demandes d'accueil d'urgence sont étudiées par l'équipe de direction, sans passage en commission ;
- Les demandes d'inscription en accueil occasionnel sont traitées au fur et à mesure de leur arrivée. Les parents sont reçus par l'éducatrice de jeunes enfants, référente de la section d'accueil occasionnel appelée également halte-garderie.

3.2 Commission d'attribution des places

La commission d'attribution des places est composée à minima de la directrice de la crèche et de la présidente de la commission Enfance Jeunesse de la ville de Mayenne (ou en leurs absences par leurs délégués).

Sont conviés : la responsable du pôle petite enfance et un parent représentant élu. Des invités peuvent s'ajouter en fonction des dossiers à traiter ou de l'actualité du service.

Les critères d'admission, pour l'accueil régulier, par ordre de priorité sont :

- 1- Les familles habitant la ville de Mayenne ou les familles assujetties à une redevance locale de la ville de Mayenne
- 2- La date de demande d'arrivée de l'enfant dans la structure

- 3- La date de la réception de la demande écrite
- 4- Les familles monoparentales en activité professionnelle
- 5- Les familles avec les deux parents en activité professionnelle
- 6- Les familles avec une demande pour des enfants jumeaux
- 7- Les familles habitant Mayenne Communauté.

Des situations particulières peuvent être étudiées au cas par cas : enfant ou parent porteur de handicap, parent en parcours d'insertion (mission locale, cap emploi, pôle emploi, conseil départemental), famille accompagnée par la PMI, ...

La décision officielle d'admission ou de refus d'admission, signée par la présidente de la commission Enfance Jeunesse de la ville de Mayenne est notifiée par écrit aux familles. Un compte rendu anonyme de la commission est diffusé et consultable à la crèche.

La famille signe un engagement d'acceptation de la place d'accueil selon les conditions stipulées dans la fiche de pré-inscription. Par la suite, les parents sont contactés par la directrice de la structure afin de convenir d'un rendez-vous d'inscription.

3.3 Accueil d'urgence

Pour les familles qui habitent Mayenne en priorité :

- qui ont un emploi à durée déterminée de 4 mois maximum,
- qui suivent une formation pour une durée de 4 mois maximum,
- qui ont besoin d'un accueil suite à un événement familial grave ou un besoin de soins médicaux,
- pour répondre à un accueil suite à la décision du juge des enfants ou suite à la demande du médecin de PMI,
- selon les places disponibles, toutes situations autres que celles citées ci-dessus à l'exclusion des remplacements d'autres modes de garde.

3.4 Accueils spécifiques

L'accueil des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique est validée par le médecin de crèche ou en son absence par le référent santé.

Chaque demande d'accueil est étudiée afin d'établir la compatibilité du handicap ou des besoins spécifiques de l'enfant avec la vie en collectivité et d'encadrer son accueil sur un temps déterminé en fonction des possibilités matérielles, humaines, organisationnelles et sécuritaires au sein de la structure. Il peut être envisagé l'intervention de professionnels extérieurs à la structure (psychomotricien, kinésithérapeute, éducateurs, ...).

En fonction de chaque situation, un projet d'accueil individualisé (PAI) est établi en partenariat avec la famille, le médecin traitant, le médecin de la crèche, la référente santé et accueil inclusif et la directrice de la structure. Le PAI précise la prise en charge de la maladie ou du handicap ainsi que les spécificités d'accueil nécessaires à une bonne adaptation de l'enfant, au sein de la crèche.

La crèche possède un agrément lui permettant d'accueillir les enfants porteurs de handicap jusqu'à l'âge de 6 ans.

3.5 Dossier d'admission

Les documents à fournir pour la constitution du dossier d'admission sont les suivants :

- Un justificatif de domicile de moins de trois mois (celui-ci peut être demandé à tout moment de l'année si déménagement) ;
- Un extrait d'acte de naissance de l'enfant de moins de 3 mois ;
- Le livret de famille ;
- Des fiches d'autorisations diverses nécessaires au fonctionnement (sortie, hospitalisation, droit à l'image, ...) ;
- Autorisations comportant les noms et coordonnées des personnes majeures autorisées à venir chercher l'enfant, ainsi que des tierces personnes, qui pourraient, à défaut de pouvoir joindre les parents être appelées exceptionnellement ;
- Le n° d'allocataire CAF (si allocataire MSA ou autre situation, joindre l'avis d'imposition sur les revenus N-2 des 2 parents) ;
- Un justificatif d'activité professionnelle (CDD, mission intérimaire, formation...) des parents pour les accueils d'urgence ;
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile au nom de l'enfant ;
- Un certificat médical attestant d'aucune contre-indication à l'accueil en collectivité établi par le médecin traitant de l'enfant si celui-ci a plus de 4 mois ;
- La photocopie des pages vaccinations obligatoires du carnet de santé, une photocopie sera à transmettre à chaque nouvelle vaccination ;
- L'acceptation signée du présent règlement ;
- Le versement de 30 euros d'arrhes (pour l'accueil régulier) qui seront déduits de la première facture ;
- L'autorisation de consultation et de conservation des données et ressources des familles issues du site Cdap de la CAF et Filoué.

Tout changement (numéro de téléphone, adresse d'habitation, de lieu de travail des parents, adresse mail, médecin traitant, etc.) doit être signalé dans les plus brefs délais à la direction de la crèche.

Les familles doivent également signaler tout changement de situation professionnelle ou familiale à la CAF/MSA.

Pour les couples séparés :

- La photocopie de tout jugement concernant une modification de la situation familiale ou un document attestant de l'organisation de la garde de l'enfant.
- Un justificatif de domicile du conjoint.

En l'absence de ces documents et jusqu'à leur production, la situation déclarée par la famille ne pourra pas être actée et la tarification horaire se fera avec les revenus des deux parents.

3.6 Protection des données personnelles

La Ville de Mayenne procède à un traitement de vos données personnelles dans le cadre du séjour de l'enfant dans la structure d'accueil (inscription, admission et facturation) sur le fondement du consentement du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les données sont traitées anonymement à des fins statistiques à l'intention des Familiales du département et du Pôle Petite Enfance de Mayenne Communauté.

Les données nominatives permettent l'envoi par mail, sous l'autorisation expresse des parents, de message d'alerte et d'information en cas de fermeture exceptionnelle de la structure d'accueil par exemple. Les données sont strictement confidentielles et ne sont cédées à aucun tiers.

Les données à caractère personnel vous concernant, vous ou votre enfant (nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, courriel, situation familiale, nombre d'enfants à charge, enfant bénéficiaire de l'AEEH, numéro d'allocataire CAF, revenus annuels N-2, RIB, activité professionnelle, informations sanitaires et médicales) sont conservées en fonction de la durée de séjour de l'enfant dans l'établissement d'accueil du jeune enfant et 5 ans après son départ, 30 ans pour les données médicales. Nous utilisons le logiciel Concerto de la société Arpège pour la gestion des données. Les données collectées ne sont transmises à aucun autre opérateur public ou privé et aucune utilisation à des fins lucratives et commerciales ne sera autorisée. Cependant pour les enfants qui continuent à fréquenter les écoles publics, la restauration collective ou le centre de loisirs de la ville de Mayenne les données seront conservées.

Les données à caractère personnel au travers d'un Fichier Localisé des Usagers des EAJE « Filoué » sont à finalité purement statistique. « Le recueil de ces informations : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc... a pour objectif de piloter et d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics. Le fichier est transmis directement à la CNAF, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la CNAF. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière. »

Conformément au RGPD et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données vous concernant. Vous pouvez également demander la limitation du traitement de vos données et vous opposer, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement des données vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en adressant votre demande au délégué à la protection des données de Mayenne Communauté par courriel ou par courrier simple à la Mairie de Mayenne, à l'attention du Directeur Général des Services, 10, rue de Verdun 53100 MAYENNE. Vous disposez enfin d'un droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du RGPD et de la Loi informatique et libertés.

4 CONDITIONS DE SÉJOUR

4.1 Arrivée de l'enfant

Le matin, les parents doivent veiller à ce que l'enfant ait pris son petit déjeuner (ou son premier biberon) avant son arrivée dans la structure. L'enfant doit être confié aux équipes changé et habillé.

Les chaussures de l'enfant sont retirées à l'entrée de la crèche dans le sas. Chaque enfant dispose d'un casier pour ses affaires et son sac. Les chaussettes de l'enfant sont à enlever avant l'entrée dans la section. Les parents patientent devant la porte de la section le temps qu'un agent vienne accueillir l'enfant, idem pour le soir.

4.2 Trousseau et affaires personnelles

L'enfant doit avoir des vêtements et chaussures adaptés à son âge et à la saison lui permettant d'avoir une activité à l'extérieur (vêtements chauds en hiver, bottes pour la pluie,...).

Les parents doivent fournir le trousseau suivant, qui restera en continu à la crèche :

- Vêtements de rechange adaptés à l'âge et à la saison (body, haut et bas) ;
- 2 tétines si l'enfant en a besoin ;
- 2 turbulettes (le lavage est pris en charge par les parents à la fin de chaque semaine) ;
- 2 biberons ;
- Une crème solaire indice 50 choisie dans la liste transmise ;
- Un chapeau et des lunettes de soleil.

L'objet transitionnel de l'enfant (son doudou) peut rester à la crèche ou faire l'aller-retour à la maison.

Les parents devront fournir également les produits suivants, délivrables sur ordonnance, qui seront utilisés pour l'ensemble des enfants de la crèche :

- Une bouteille de sirop de paracétamol ;
- 2 boîtes de dosettes de sérum physiologique ;
- Un antiseptique cutané ;
- Une crème protectrice pour le siège parmi la liste fournie.

Mise à part le trousseau et la liste de produits ci-dessus, tout le nécessaire lié à la prise en charge de l'enfant est fourni et entretenu par la crèche : repas, lait infantile, couches, produits d'hygiène, linge, ...

Un local est mis à disposition des familles pour le rangement des poussettes qui seront récupérées chaque jour au départ de leur enfant. Celles-ci doivent être étiquetées au nom de l'enfant et pliées. La Ville ne peut être tenue responsable des vols de poussette et/ou tout autre objet.

Les vêtements, chaussures, accessoires et doudou personnels doivent être marqués au nom de l'enfant.

Le port de bijoux ou tous autres artifices (gourmette, chaîne, collier d'Ambre, boucles d'oreilles, bracelet, barrettes, pinces à cheveux, perles, collier de dentition ...) est strictement interdit. Ils seront systématiquement enlevés si présents à l'entrée dans la section. Les petits jouets ou objets personnels sont également interdits.

Toute disparition d'objets personnels (jouets, livres, bijoux...) n'est pas de la responsabilité de la structure.

4.3 Participation des parents à la vie de la structure

Le projet d'établissement (projet d'accueil, éducatif, social et développement durable) est mis à la disposition des familles au sein de notre structure.

Un conseil de crèche est en place. Il est composé de représentants des parents, de la collectivité, des élus, du personnel et des membres de la Direction de la crèche. Il se réunit une fois par an au minimum et toutes les fois qu'un ordre du jour précis le nécessite.

Les parents élus siègent à la commission d'attribution des places.

La communication avec les parents est à privilégier pour la prise en charge de confiance et l'écoute sont des valeurs importantes au sein de notre crèche. Chaque jour, à l'arrivée et au départ de l'enfant, un temps d'échange « *les transmissions* » est prévu entre l'équipe et les parents. En dehors de ces temps, les parents peuvent nous contacter par téléphone ou par mail pour échanger par rapport à la prise en charge de leur enfant. Ils peuvent également demander un rendez-vous avec l'équipe de direction.

Les parents sont également informés de la vie de la crèche par voie d'affichage, par courriel et lors des différents temps de rencontre avec le personnel de la crèche.

Chaque famille est invitée à participer à la vie de la crèche lors de temps conviviaux, pot de Noël, fêtes occasionnelles, sorties (Protocole de sortie en annexe).

4.4 Adaptation progressive, familiarisation de l'enfant à la vie en collectivité

L'adaptation permet de faire connaissance, c'est une rencontre entre les professionnels, l'enfant et ses parents. Cette familiarisation progressive permet à l'enfant de découvrir son nouveau milieu de vie, d'être sécurisé par une séparation en douceur adaptée à son rythme et à celui de ses parents. Afin de faciliter la séparation et de rassurer l'enfant, son objet transitionnel (peluche, doudou, tétine, ...) l'accompagnera tout au long de sa journée en crèche.

Pour l'accueil régulier, la période de familiarisation d'une semaine est programmée avec les parents lors de l'admission et se fera en fonction du rythme de l'enfant et des disponibilités de la structure. Un professionnel référent prendra en charge plus particulièrement l'enfant pendant les premières semaines de son accueil. L'adaptation ne se limite pas à cette période, elle s'effectue progressivement et est variable d'un enfant à l'autre.

Pour l'accueil d'urgence et occasionnel, la période est organisée au cas par cas.

4.5 Horaires, conditions d'arrivée et de départ des enfants

Pour l'accueil régulier et d'urgence

Afin de respecter le rythme de vie des enfants, l'organisation de la crèche et le projet éducatif, les parents sont tenus d'arriver entre 7h30 et 10h30. Les arrivées sur la pause méridienne (11h-13h00) ne sont pas possibles. Les départs s'effectueront avant 15h ou après 16h, soit en dehors de temps du goûter. Tous les départs doivent être effectifs à 19h.

Exceptionnellement, des arrivées tardives ou des départs anticipés, peuvent être autorisés par la direction de la crèche.

Les horaires d'accueil de l'enfant seront déterminés lors de l'inscription avec la directrice en fonction des besoins des familles et feront l'objet d'un contrat. Ce contrat comprend les temps de transmissions à l'équipe et aux parents (matin et soir).

Pour l'accueil occasionnel

L'accueil se fera selon la programmation des horaires validée en amont. Les arrivées et départs pendant la pause méridienne (12h-13h30) ne sont pas possibles. Tous les départs doivent être effectifs à 17h, sauf le lundi à 12h.

Les enfants seront confiés par les équipes aux personnes majeures autorisées dans le dossier d'admission. Les parents doivent mentionner lors de l'accueil ou au cours de la journée, le nom de la personne qui récupérera l'enfant en fin de journée. Toute autre personne non autorisée dans le dossier d'admission se présentant pour venir chercher l'enfant devra présenter sa pièce d'identité. Les parents auront fourni une autorisation écrite préalable (mail, SMS ou courrier).

La direction pourra refuser de confier l'enfant à une personne susceptible de le mettre en danger du fait de son comportement. Il en informe les services compétents de la protection de l'enfance.

En cas de retard des parents à la fermeture de l'établissement et s'ils sont injoignables, la gendarmerie sera contactée et l'enfant sera confié au service compétent.

4.6 Alimentation

Chaque jour, les agents polyvalents formés aux bonnes techniques d'hygiène et des pratiques Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP) préparent les repas et les distribuent dans les sections.

Les repas respectent l'équilibre alimentaire du jeune enfant et sont validés par le référent santé et accueil inclusif. Ils sont préparés dans la mesure du possible à partir de produits bio et locaux et respectent la loi EGALIM. Les menus sont affichés à la crèche et visibles sur le Portail Famille en ligne. Il n'est pas possible de fournir toute nourriture extérieure à la structure (petits pots, gâteaux, bonbons pour l'anniversaire, briquette de lait ou jus de fruit, ...)

Les régimes alimentaires particuliers seront respectés après validation d'un PAI. L'avis du référent santé et accueil inclusif et de la directrice est requis quant aux possibilités de la crèche à réaliser ce régime et sa compatibilité avec les règles de sécurité alimentaire en collectivité. Il devra être validé par le médecin de crèche.

Un lait infantile classique et un lait anti régurgitation (1^{er}, 2^{ème} et/ou 3^{ème} âge) sont fournis par la crèche.

La crèche offre la possibilité aux parents de fournir du lait maternel ou tout autre lait infantile, selon le protocole mis en place. Les mères sont autorisées à venir allaiter leur enfant à la crèche.

En cas d'absence, il est important que la famille informe rapidement (avant 9h) la structure. Tout repas préparé est soit consommé le jour même, soit jeté !

4.7 Sommeil

La journée de l'enfant est organisée de façon à respecter au mieux son rythme et ses besoins (sommeil, repas, activités, ...). Chaque enfant dispose d'un couchage adapté à son âge (lit à barreaux, lit bas,...). Le rythme de sommeil de chaque enfant est respecté. L'enfant par exemple, n'est pas réveillé par les adultes.

Les boîtes à musique ou tout autre objet sonore ne sont pas autorisés.

Les règles de couchage sont celles en rapport avec la prévention de la Mort Subite du Nourrisson. L'enfant ne doit pas avoir de doudou encombrant (ex : couverture). Le couchage du nourrisson sur le ventre est proscrit.

Les dortoirs sont surveillés pour les enfants dormant dans les lits bas : un passage régulier du professionnel est effectué au pied du lit. Tout ceci conformément au protocole interne mis en place.

4.8 Éveil - sorties et promenades

Des activités libres et dirigées sont proposées selon l'âge et les besoins des enfants. Le libre choix est appliqué à la crèche afin de permettre à chaque enfant d'évoluer à son rythme et sans contrainte. Les choix éducatifs sont détaillés dans le projet éducatif de la crèche.

Des prestataires extérieurs peuvent intervenir pour différentes activités en lien avec notre projet éducatif. Les professionnels de la médiathèque de Mayenne viennent régulièrement à la crèche.

La crèche peut proposer des sorties aux enfants en suivant des modalités d'encadrement spécifiques pouvant être l'occasion pour les parents d'accompagner ces sorties. Ils sont informés des sorties par affichage et/ou par mailing.

4.9 Conditions de rupture de contrat ou d'exclusion de l'enfant

L'exclusion temporaire ou définitive d'un enfant pourra être prononcée par le Maire de la ville de Mayenne ou son représentant. La décision motivée est notifiée dans ce cas à la famille par écrit contre récépissé, moyennant un préavis d'une semaine. Toutefois en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants ou des personnels de l'établissement, la décision pourra être immédiatement exécutoire.

Motifs d'exclusion :

- Non-respect des obligations vaccinales ;
- Factures impayées, après 3 retards de paiement ;
- Non présentation de documents demandés ;
- Absence de l'enfant à la date de l'adaptation ou pendant un mois sans motif d'absence notifié par la famille ;
- Non-respect du règlement de fonctionnement ;
- Retards répétés au-delà de 2 fois après l'horaire de fermeture de la crèche ;
- Comportement perturbateur, ayant pour conséquence de troubler le fonctionnement ou la sécurité de l'établissement ;
- Déclaration inexacte des informations du dossier d'admission et des pièces le constituant ;
- Non-respect des conditions d'accueil du contrat.

5 SANTÉ DE L'ENFANT ET SÉCURITÉ

5.1 Vaccinations

Les enfants accueillis en collectivité sont soumis aux vaccinations obligatoires et aux recommandations vaccinales en vigueur, en fonction d'un calendrier réactualisé chaque année par le Ministère des solidarités et de la santé.

Ces vaccinations obligatoires sont exigibles, sauf contre-indication médicale reconnue, pour l'entrée ou le maintien en collectivité pour tout enfant.

Les parents devront informer la crèche de chaque nouvelle vaccination. La direction de la crèche s'assurera que les vaccins sont à jour, rappels compris. Les vaccinations devront être initiées avant l'arrivée de l'enfant et poursuivies selon le calendrier vaccinal en vigueur.

5.2 Modalités de délivrance des soins spécifiques et d'accueil de l'enfant malade, présentant un handicap ou une affection nécessitant une attention particulière

L'accueil d'un enfant malade est examiné au cas par cas par la directrice, le référent santé et accueil inclusif et/ou le médecin de crèche.

Si un enfant est souffrant au cours de sa journée en crèche, l'équipe de direction en informe les parents afin qu'ils puissent prendre leurs dispositions et venir chercher leur enfant si nécessaire. Si après consultation médicale, l'enfant revient avec un traitement sur ordonnance médicale, il est recommandé de privilégier les traitements ne pouvant être donnés que matin et soir.

Si une prise a lieu le midi, les informations précisées dans le protocole médical doivent impérativement figurer sur l'ordonnance. Les médicaments fournis par la famille doivent être notés au nom de l'enfant, ainsi que la date d'ouverture des flacons. La directrice se réserve le droit de ne pas autoriser l'administration du traitement si l'ordonnance n'est pas complète ou si les consignes citées dans le protocole médical ne sont pas respectées par les parents.

Les professionnels de la crèche aident à la prise de médicaments prescrits par le médecin traitant de l'enfant dans le cadre d'une maladie passagère, d'une ordonnance de Paracétamol ou d'un PAI. L'administration des médicaments s'effectue selon le protocole médical interne de traçabilité établi par le référent santé et accueil inclusif et sur présentation d'une ordonnance médicale. Tout traitement donné au domicile doit être signalé à l'équipe au moment des transmissions dès l'accueil de l'enfant. Une copie de l'ordonnance est également à remettre à la crèche, même si le traitement n'est donné qu'à la maison.

En cas d'urgence, l'équipe appellera le SAMU. L'enfant ne pourra pas être accompagné à l'hôpital par une personne de l'équipe (qui n'a pas de responsabilité légale de l'enfant). La famille en sera informée aussitôt. Les parents sont priés de tenir la structure au courant de tout accident survenu au domicile.

Certaines maladies sont dites « à éviction », c'est à dire que l'enfant ne pourra pas fréquenter la structure pendant un ou plusieurs jours selon la maladie. Le détail est cité dans le protocole associé.

5.3 Sécurité

Les parents s'engagent à :

- Fermer derrière eux la barrière de la crèche et de ne pas l'enjamber ;
- N'ouvrir la porte de la structure à aucune personne ;
- Ne pas communiquer le code d'accès de la structure. Si une tierce personne vient chercher votre enfant, celle-ci devra sonner à l'interphone ;
- Veiller à ce que les enfants plus grands qui les accompagnent restent sous leur responsabilité et n'utilisent pas les jeux intérieurs et extérieurs de la crèche ;
- Respecter les consignes de la direction en cas de mesure sanitaire exceptionnelle, de confinement, d'évacuation incendie, de mesures d'hygiène renforcées, ...
- Respecter les procédures en place dans la structure.

Chacun doit adopter un comportement adapté et ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

Une fois par an, des exercices de confinement et d'évacuation incendie sont organisés. Un protocole de mise en sûreté est en place.

6 CONTRACTUALISATION ET RÉSERVATION

6.1 Contractualisation

Pour toute admission en accueil régulier, un contrat d'accueil est établi à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date d'arrivée de l'enfant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Pour les années suivantes, le contrat débute au 1^{er} janvier, il prend fin au 31 décembre ou à la date de rentrée à l'école de l'enfant.

Le contrat précise entre autres : les heures d'arrivée et de départ de l'enfant, les jours, la durée de la réservation, le nombre de jours de congés ainsi que le tarif d'accueil.

Ce contrat est signé par les représentants légaux et la directrice de la crèche, ou en son absence l'adjointe et est reconductible tacitement chaque année jusqu'à l'entrée à l'école de l'enfant.

Un changement important dans la situation familiale ou professionnelle peut entraîner une révision du contrat en cours d'année à la demande des parents ou de la direction et sera étudié au cas par cas. En cas de diminution importante du nombre de jours de garde, du déménagement de lieu d'habitation, le dossier peut être amené à repasser en commission d'attribution des places.

Il n'y a pas de contrat pour les enfants en accueil occasionnel mais une inscription. Un système de réservation de créneaux horaires est en place.

Pour l'accueil d'urgence, un contrat est établi pour la réservation de la place et des horaires.

Quand les parents reportent l'arrivée de l'enfant dans l'établissement pour convenance personnelle, au-delà de la date définie lors de l'admission, l'attribution de la place pourra être remise en cause et le contrat annulé.

Un rendez-vous entre la famille et la direction doit être organisé dans ce cas dans la semaine.

6.2 Réservation des heures

Accueil régulier

Les heures réservées sont celles stipulées dans le contrat.

Accueil d'urgence

La place est réservée avec une estimation d'heures réservées.

Dans ces deux cas les familles peuvent faire une demande d'heures supplémentaires à la direction qui donne réponse favorable si le nombre d'enfants présents sur la structure le permet (selon agrément et taux d'encadrement).

Accueil occasionnel

Chaque mois une feuille de réservation est à remplir par les familles avec une date limite de retour au 15 du mois précédant. En fonction de toutes les demandes, la responsable de l'accueil confirme les créneaux possibles aux familles 1 semaine avant le début du mois par retour du coupon.

Les familles habitants Mayenne sont prioritaires comme pour les autres types d'accueils.

En cas de réservation d'heures et d'absences non justifiées, au-delà de 2 fois, la famille ne sera plus prioritaire sur les créneaux de réservation pendant 1 mois.

6.3 Heures supplémentaires

Heures prévisibles

Une demande écrite (courrier ou mail) est nécessaire pour toute demande d'heures ou de journées de garde supplémentaires. La direction donne réponse par écrit. Aucune demande à l'oral dans les sections directement ne sera prise en compte.

Heures non prévisibles

Les familles doivent informer l'équipe de tout retard dans les meilleurs délais. Cela doit être exceptionnel.

6.4 Cas de déductions exceptionnelles

Des déductions pourront être accordées en cas :

- d'hospitalisation de l'enfant, sur présentation d'un certificat d'hospitalisation,
- de maladie simple, sur présentation d'un certificat médical (ou du carnet de santé indiquant la date de la maladie) avec un délai de 3 jours de carence (le délai de carence comprend le 1^{er}, le 2^{ème} et le 3^{ème} jour calendaires),
- d'éviction déterminée par le médecin de la structure selon le protocole interne et prononcée par la directrice, son adjointe ou la personne en continuité de direction,
- de fermeture du service (grève, pont, formation du personnel, ...).

6.5 Congés

Les périodes de fermetures annuelles de la crèche sont intégrées dans le calcul des congés du contrat hormis les 2 jours de formation du personnel d'octobre qui seront déduits de la facturation.

Sur la base d'un contrat de 5 jours/semaine, un maximum de 40 jours de congés, incluant les périodes de fermeture de la crèche (16 jours) sont autorisés au contrat et un minimum de 25 jours. Pour les contrats à temps partiel, c'est à dire moins de 5 jours par semaine, le nombre de congés sera proratisé. Exemple : pour un contrat à 4 jours/semaine à 32 jours de congés maximum et 20 jours de congés minimum.

Les périodes de congés des enfants doivent être communiqués par les parents par écrit (courrier ou mail) 1 mois à l'avance à la direction de la crèche. Afin de prévoir l'organisation des congés du personnel pendant

les périodes de vacances scolaires, un coupon réponse est donné aux familles et absences de leur enfant :

- en septembre, pour les vacances de la Toussaint et de Noël,
- en janvier pour les vacances d'hiver et de Pâques,
- au 31 mars pour les vacances d'été.

Les absences (congrés annuels, réduction du temps de travail...) ayant d'emblée été retirées du volume horaire du contrat, il ne sera procédé à aucune déduction supplémentaire. Si les jours de congrés prévus au contrat ne sont pas tous posés, une refacturation sera faite en fin de contrat.

6.6 Départ de l'enfant

Un préavis écrit (papier ou mail) de 2 mois est obligatoire pour tout départ avant la date d'échéance du contrat. Un accusé réception daté sera donné par la direction. Tout départ définitif non signalé dans les délais prévus génère la facturation de 2 mois complets. La durée du préavis pourra être écourtée en cas de :

- mutation professionnelle imprévue,
- situation familiale grave : séparation, décès, maladie, intervention des services de la protection de l'enfance,
- départ en structure pour un enfant porteur de handicap.

7 TARIFICATION ET FACTURATION

Un badgeur permet d'enregistrer les horaires d'arrivée et de départ de l'enfant. Les adultes sont les seuls habilités à utiliser ce matériel. Cet enregistrement est obligatoire dès l'entrée dans l'établissement et au moment où la famille quitte l'établissement avec son enfant.

En cas d'oubli d'enregistrement, la facturation sera établie en fonction des horaires notés par le personnel ou à défaut selon les horaires du contrat à minima.

Selon les circulaires de la CNAF n°2014-009 et 2019-005, « Les subventions publiques octroyées par la Caisse d'allocations familiales aux gestionnaires des structures d'accueil du jeune enfant sont basées en partie sur les heures de fréquentation réelles des enfants. Ces heures doivent être fiables, pour que les subventions publiques versées par la Caf correspondent au juste financement. Dès lors, le gestionnaire est tenu à la plus grande vigilance quant au correct enregistrement de ces heures. Les familles sont invitées à informer la direction de la structure de toute erreur dans le relevé d'heures de présence réelle qui leur serait transmis. Des contrôles peuvent être diligentés par la Caf. »

7.1 Calcul des tarifs

Les tarifs sont calculés sur la base d'un « taux d'effort » horaire appliqué aux ressources annuelles déclarées par la famille et modulé en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, en référence à l'arrêté de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) en vigueur. La participation des familles, révisable chaque année au 1^{er} janvier est établie avec un plancher et un plafond par la CNAF. La ville de Mayenne applique ce plafonnement suivant le barème de la CNAF.

BAREME DES PARTICIPATIONS FAMILIALES dans les équipements d'accueil de jeunes enfants

Application : du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Nombre d'enfants	Accueil collectif et micro crèche taux d'effort horaire	Accueil familial, parental taux d'effort horaire	Plancher d'application du taux d'effort	Plafond d'application du taux d'effort
1 enfant	0,0619%	0,0516%	754,16 €/mois	6 000 €/mois
2 enfants	0,0516%	0,0413%		
3 enfants	0,0413%	0,0310%		
4 enfants	0,0310%	0,0310%		
5 enfants	0,0310%	0,0310%		
6 enfants	0,0310%	0,0206%		
7 enfants	0,0310%	0,0206%		
8 enfants	0,0206%	0,0206%		
9 enfants	0,0206%	0,0206%		
10 enfants	0,0206%	0,0206%		

Le tarif horaire est identique dans tous les types d'accueil : régulier, urgence ou occasionnel. Ce tarif dans le cadre de la Prestation Universelle Unique (PSU) inclus la fourniture des repas et du matériel. Aucune déduction ne sera appliquée en cas de fourniture de couches ou de lait par la famille.

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé ou en cours de détection, permet d'appliquer le taux d'effort immédiatement inférieur, même si ce n'est pas cet enfant qui est accueilli en crèche. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer.

Les ressources des familles sont récupérées via le site Cdap de la Caf avec le numéro d'allocataire de la famille. Les revenus utilisés pour l'établissement du contrat sont actualisés au 1^{er} janvier, chaque année. En cas d'impossibilité d'obtenir les ressources auprès de la Caf ou pour les familles non allocataires, le montant des ressources figurant sur l'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2 sera pris en compte.

A défaut de produire les documents nécessaires dans les délais impartis, la participation financière sera calculée sur la base du prix plafond jusqu'à réception des documents sans rétroactivité possible.

Lorsque des changements importants, qu'ils soient familiaux ou économiques interviennent, une partie des revenus peut être neutralisée, après avis de la direction et de l' élu référent, sur présentation des justificatifs, afin que le calcul de la participation familiale soit adapté à la situation de la famille. Ces modifications ne seront prises en compte que lorsqu'elles auront été répercutées par la Caf. Le changement de tarif interviendra le mois suivant la notification du changement. Il est donc recommandé aux familles d'en informer la Caf, le plus rapidement possible. Pour les familles qui ne sont pas allocataires de la Caf, le même barème sera appliqué sur présentation de leur dernier avis d'imposition.

Le calcul du taux horaire figure sur le contrat établi avec la famille.

Calcul du tarif horaire = [Revenus annuels (avant abattement) / 12] X Taux d'effort.

En contrepartie, la Caf verse une aide au gestionnaire qui permet de réduire la participation des familles.

Le reste à charge du coût de l'accueil est supporté par la ville de Mayenne.

7.2 Calcul des heures facturées

Pour tout type d'accueil la facturation est faite à la demi-heure, c'est-à-dire que chaque demi-heure entamée est due.

Une tolérance de 7min30 est appliquée à l'arrivée et au départ de l'enfant, par rapport à l'heure prévue au contrat ou à la réservation.

Accueil régulier

La contractualisation entraîne une mensualisation de la facturation. Ainsi sur une année l'ensemble des heures réservées est compté, puis les heures de congés sont déduites. Un lissage sur le nombre de mois du contrat est effectué. Chaque mois la facture de base est identique alors que les heures effectuées sont différentes. S'ajoutent ensuite les heures supplémentaires éventuelles et sont soustraites les heures déductibles.

Calcul de la facture mensuelle = tarif horaire X nombre d'heures mensuelles prévues dans le contrat d'accueil (+ heures supplémentaires) (– heures déductibles)

La période d'adaptation ainsi que le premier mois d'accueil sont facturés selon les heures réelles réalisées. Cette période permet aux parents de caler les heures prévues au contrat. Pour les mois suivants, les heures facturées correspondront aux heures prévues au contrat + les heures supplémentaires éventuelles – les heures déductibles.

Une facture est adressée chaque mois à la famille à terme échu. Les familles doivent s'acquitter du montant de la facture dans le délai imparti indiqué sur celle-ci. Si les factures ne sont pas réglées dans les délais impartis, la créance sera transmise, au Trésor public pour recouvrement de la somme non acquittée complétée des éventuels frais.

Accueil occasionnel et accueil d'urgence

En accueil occasionnel un minimum d'une heure sera comptabilisé à chaque venue de l'enfant.

En accueil occasionnel ou d'urgence, les heures facturées sont les heures réellement effectuées par l'enfant par tranche de 30 minutes.

7.3 Les moyens de règlement

Le paiement en ligne sur le Portail Famille ;

Le prélèvement automatique ;

Le règlement par chèque à l'ordre de la régie de la Ville de Mayenne ;

Le règlement en espèces, chèque, carte bancaire, CESU papier à la mairie de Mayenne.

8 COUPON DETACHABLE D'ACCEPTATION DU REGLEMENT

Acceptation du règlement de fonctionnement de la crèche « Bulle d'éveil »

La fréquentation de la crèche implique l'acceptation du présent règlement et donne par défaut les autorisations suivantes :

- La direction de la crèche à prendre contact avec les partenaires médico-sociaux et de protection de l'enfance ;
- Le service administratif à consulter les éléments du dossier Caf via le Cdap (ressources, nombre d'enfants à charge, ...) ;
- L'acceptation de tous les protocoles mis en place sur la structure.

Ce règlement de fonctionnement peut être modifié par décision du Conseil Municipal.

Sont annexés à ce règlement les différents protocoles obligatoires consultables en ligne et sur site à la crèche « Bulle d'éveil ».

Je soussigné :

Responsable légal de l'enfant : ; Accepte le présent règlement de fonctionnement.

Fait à :

Le :

Signature des représentants légaux :

Cette structure est soutenue par :



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

2 - Adoption du Rapport sur le Prix et la Qualité du service public d'assainissement collectif 2022**M. GUERALT expose :**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Les principaux enseignements pour 2022 :

1 – Caractérisation technique du service :

Les volumes facturés aux abonnés du service (l'assiette de la redevance) sont en légère baisse : 784 271 m³ (contre 828 663 m³ en 2021, soit -5,36 %).

2 – Tarification de l'eau et recettes du service :

Le tarif applicable au 01/01/2023 pour une consommation de 120 m³ est de 1,65 € (contre 1,57 € au 01/01/2022) soit en augmentation de 5,25 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la part de l'exploitant (+ 8,74 %). Les autres composantes du prix de l'eau (Redevance Agence l'eau et Part collectivité) restent inchangées.

Les recettes perçues par la Collectivité sont en diminution de 2,7 % : 374 989 € en 2022 contre 385 611 en 2021. Cette diminution peut s'expliquer en partie par la baisse des volumes importés.

3 – Indicateur de performance :

Pour l'exercice 2022,

- l'ensemble des indicateurs relatifs au fonctionnement du système de traitement est conforme.
- le taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation est de 100 % (100% en valorisation agricole).

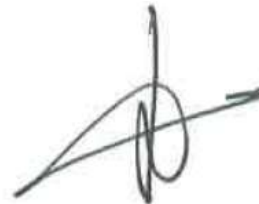
Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif**
- **transmet aux services préfectoraux la présente délibération**
- **met en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr**
- **renseigne et publie les indicateurs de performance sur le SISPEA**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



Assainissement collectif

Collectivité MAYENNE

Exercice 2022

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2022 présenté conformément à l'article L.2224 5 du code général des collectivités territoriales.

Sommaire

PRIX QUALITE	0
DU SERVICE PUBLIC	0
Caractérisation technique du service	2
1.1. Présentation du territoire desservi	2
1.2. Cadre contractuel	2
1.2.1. Les contrats	2
1.2.2. Les avenants	2
1.3. Prestations assurées dans le cadre du service	2
1.4. Nombre d'abonnés et population desservie	3
1.5. Volumes facturés	3
1.6. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)	4
1.7. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert	4
1.8. Ouvrages d'épuration des eaux usées	4
1.9. Boues et sous-produits de l'épuration (D203.0)	4
2. Tarification de l'assainissement et recettes du service	5
2.1. Modalités de tarification	5
2.1.1. Tarifs domestiques	5
2.2. Facture d'assainissement type	6
2.3. Recettes	6
3. Indicateurs de performance	7
3.1. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)	7
3.2. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)	9
3.3. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)	9
3.4. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)	9
3.5. Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)	10
3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)	10
4. Financement des investissements	11
4.1. État de la dette du service	11
4.2. Amortissements	11
4.3. Epargne brute	11
5. Tableau récapitulatif des indicateurs	12
ANNEXES	12

Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

- **Nom de la collectivité** : MAYENNE (Commune)
- **Communes desservies** : MAYENNE

Entité de gestion	Mode de gestion	Les missions
principal		Collecte, Contrôle des raccordements au réseau public de collecte, Transport Épuration des eaux usées, Elimination des boues produites

1.2. Cadre contractuel

1.2.1. Les contrats

Nom du contrat	Nom du signataire	Type de contrat	Date de début	Date de fin
2018-2029 VEOLIA	Agence VEOLIA EAU	Affermage	01/01/2018	31/12/2029

1.2.2. Les avenants

Avenant	Date d'effet	Objet
2018-2029 VEOLIA (principal)		
AV 1	14/10/2022- 31/12/2029	Baisse du tarif du traitement des matières de vidange à 12 € HT/m3 en valeur base contrat, baisse des inspections télévisées à 3 440 ml / an, baisse du curage des canalisations à 14 650 ml/an, baisse du nombre de contrôles de branchements à 150/an, frais d'analyses RSDE 2022 et 2028 à la charge de la collectivité, mise à jour du plan prévisionnel de renouvellement, nouveau règlement de service, devis pour mise en conformité des machines tournantes

1.3. Prestations assurées dans le cadre du service

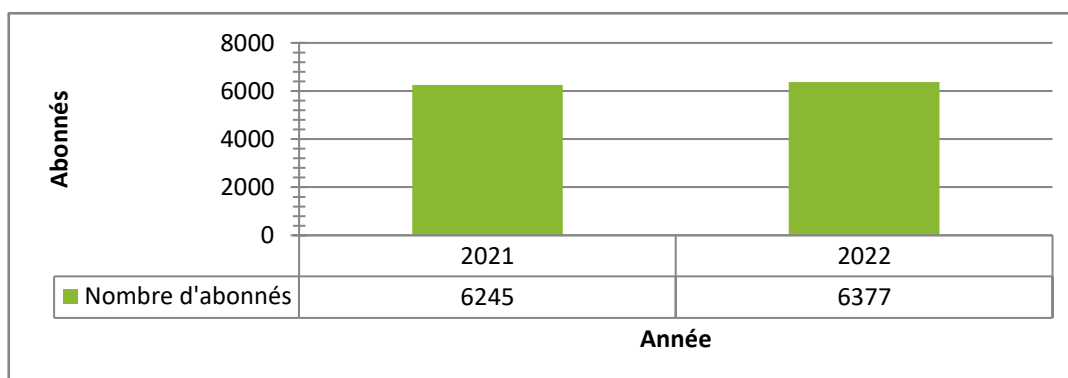
La répartition des missions entre la collectivité et son exploitant sont les suivantes :

Partie	Tâche
Collectivité	Renouvellement : de la voirie, des branchements, des canalisations, du génie civil
Exploitant	Gestion du service : application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations
Exploitant	Gestion des abonnés : accueil des usagers, facturation, traitement des doléances client
Exploitant	Entretien : des branchements, des collecteurs, des équipements électromécaniques, des ouvrages de traitement, des stations d'épuration, du génie civil, valorisation agricole des boues
Exploitant	Mise en service : des branchements
Exploitant	Renouvellement : des accessoires hydrauliques, des clôtures, des équipements électromécaniques, des matériels tournants

1.4. Nombre d'abonnés et population desservie

En 2022, le service public d'assainissement collectif a desservi 6 377 abonnés représentant une population de 12 733 habitants ⁽¹⁾ (soit 2,00 habitants/abonné).

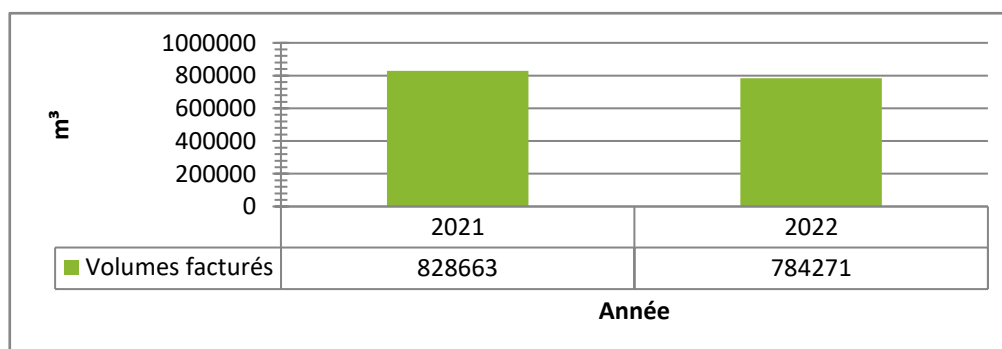
Nombre total d'abonnés en 2021	6 245 abonnés
Nombre total d'abonnés en 2022	6 377 abonnés
Dont abonnés domestiques en 2022	6 377 abonnés
Dont abonnés non domestiques en 2022	- abonnés
Variation en %	2,11 %



La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 55,13 abonnés/km pour l'année 2022.

1.5. Volumes facturés

	Volumes facturés en 2021 (m3)	Volumes facturés en 2022 (m3)	Variation en %
Abonnés domestiques ⁽¹²⁾	828 663	784 271	-5,36
Abonnés non domestiques	-	-	-
Total des volumes facturés aux abonnés (sur 365 j)	828 663	784 271	-5,36



¹ Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

1.6. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)

Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de **6** en 2022 (6 en 2021)

1.7. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué (hors branchements) de :

- km de réseau unitaire,
- 115,68 km de réseau séparatif d'eaux usées,

Soit un linéaire de collecte total de 115,68 km (114,44 km en 2021) et 4991 branchements.

1.8. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Caractéristiques générales des stations :

Station	Commune d'implantation	Code Sandre	Filière de traitement	Capacité nominale STEU en EH (1)	Soumise à	Milieu récepteur du rejet
Station d'épuration	MAYENNE	0453147S0005	Boue activée	25 000	-	La Mayenne

Charges rejetées par l'ouvrage :

Station	Nombre bilan 24h	Concentration (en mg/L) et rendement (en %)												Commentaire
		DBO		DCO		MES		NGL		PT		NK		
Station d'épuration	12	3	98,80	23.3	96,50	3.4	99,00	3	96,30	1.2	85,80	1.6	98,00	

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

(2) en tonnes de Matière Sèche (tMS)

1.9. Boues et sous-produits de l'épuration (D203.0)

Boues évacuées (en tonnes de Matières Sèches)	Exercice 2021 en tMS	Exercice 2022 en tMS
Station d'épuration 0453147S0005	373,00	400,10

Sous-produits de l'épuration	Boues brutes (tMB)	Sables (t)	Graisses (m³)	Refus de dégrillage (m³)
Station d'épuration 0453147S0005	37 025,00	-	-	13 500,00

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

2.1.1. Tarifs domestiques

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

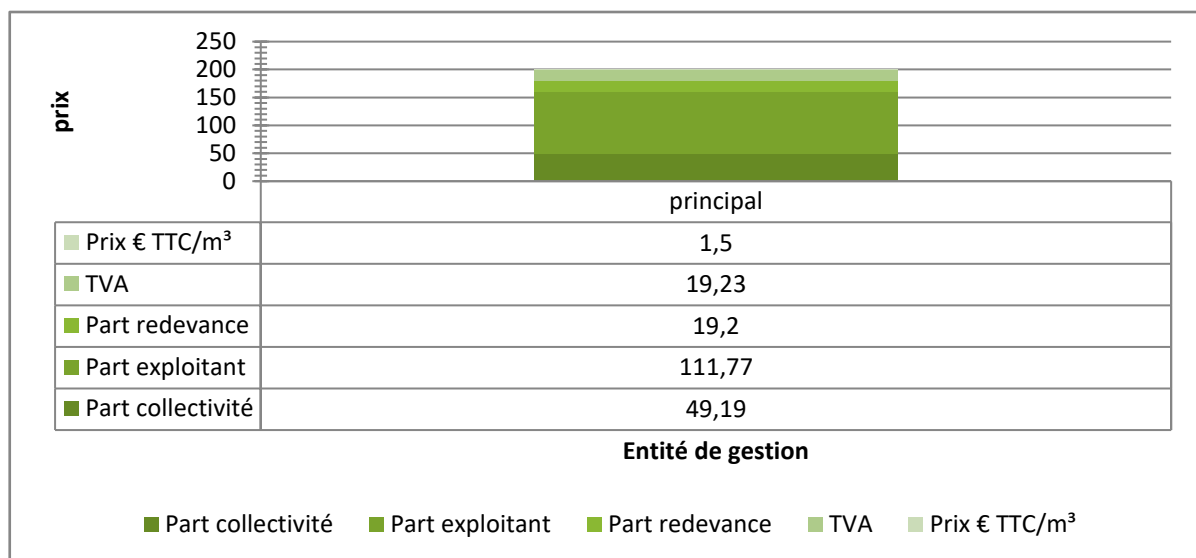
TARIFS	1er janvier 2022	1er janvier 2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	1,86 €	1,86 €	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
De 0 à 30 m³	0,23 €/m³	0,23 €/m³	0,00 %
De 31 à 6 000 m³	0,45 €/m³	0,45 €/m³	0,00 %
> 6 000 m³	0,41 €/m³	0,41 €/m³	0,00 %
Part proportionnelle - Autres tarifs (€ HT/m³)			
Modernisation des réseaux (loire Bretagne)	0,16 €/m³	0,16 €/m³	inf %
Part du délégataire			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	16,64 €	18,08 €	8.65 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
De 0 à 30 m³	0,39 €/m³	0,45 €/m³	14,27 %
De 31 à 6 000 m³	0,78 €/m³	0,89 €/m³	14,28 %
> 6 000 m³	0,62 €/m³	0,71 €/m³	14,26 %
Part proportionnelle - Autres tarifs (€ HT/m³)			
Taux de TVA (1)	10 %	10 %	0 %

- (1) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

2.2. Facture d'assainissement type

Les tarifs applicables pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³ HT/an) sont :

Facture type	1er janvier 2022	1er janvier 2023
Part de la collectivité	49,19 € HT	49,19 € HT
Part du délégataire	102,80 € HT	111,77 € HT
Redevance de modernisation des réseaux de collecte	19,20 € HT	19,20 € HT
Taux de TVA	10,00 %	10,00 %
Montant de la TVA	17,12 €	18,02 €
Total HT	171,19 €	180,16 €
Total TTC	188,31 €	198,18 €



2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Redevance eaux usées usage domestique	385 611.00 €	374 989.00 €
<i>Dont abonnement</i>	-	-
Total des recettes	385611.00 €	374 989.00 €

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Redevances assainissement abonnés	608 227,00	630 672,00
<i>Dont abonnements</i>	-	-
Travaux	54 495,00	50 850,00
Produits accessoires	1 466,00	1 539,00
Total des recettes	664 188,00	683 061,00

3. Indicateurs de performance

3.1. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)		
VP.250	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement	oui : 10 points non : 0 point
VP.251	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année	oui : 5 points non : 0 point
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points) (rappel : les 15 points de la partie A doivent avoir été obtenus pour bénéficier de points supplémentaires)		
VP.252 VP.253 VP.254	Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253) La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254)	oui : 10 points non : 0 point
VP.253	De 1 à 5 points (VP.253) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux : <ul style="list-style-type: none"> Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires 	1 à 5 points sous conditions
VP.255	L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux <ul style="list-style-type: none"> Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 points Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points 	1 à 15 points sous conditions
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points) (rappel : 40 points doivent avoir été obtenus globalement en partie A et B, pour pouvoir bénéficier de points supplémentaires)		
VP.256	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	0 à 15 points sous conditions
VP.257	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)	oui : 10 points non : 0 point
VP.258	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées	oui : 10 points non : 0 point
VP.259	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item)	oui : 10 points non : 0 point
VP.260	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)	oui : 10 points non : 0 point
VP.261	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite	oui : 10 points non : 0 point
VP.262	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)	oui : 5 points non : 0 point
TOTAL		120

Points obtenus et valeur de l'indice par service :

Service	Nombre de points													Total
	VP.250	VP.251	VP.252	VP.253	VP.254	VP.255	VP.256	VP.257	VP.258	VP.259	VP.260	VP.261	VP.262	
principal	10	5	0	15	1	11	13	10	10	0	10	10	0	94

⇒ **Indice de la collectivité pour l'année 2022 : 94**

3.2. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)

(Réseau collectant une charge > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

Pour l'exercice 2022, l'indice global de conformité de la collecte des effluents est 100 (100 en 2021).

3.3. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Station	Exercice 2021		Exercice 2022	
	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)
Station d'épuration	100	688	100	582
Conformité globale	100		100	

3.4. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Station	Exercice 2021		Exercice 2022	
	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)
Station d'épuration	100	688	100	582
Conformité globale	100		100	

3.5. Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)

(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes / Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

Station	Exercice 2021		Exercice 2022	
	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)	Conformité (%)	DBO5 (kg/j)
Station d'épuration	100	688	100	582
Conformité globale	100		100	

3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- Le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- La filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille

$$\text{Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par filière conforme}}{\text{TMS total évacué par les filières}} * 100$$

Station	Valorisation agricole (tMB - tMS)	Compostage (tMB - tMS)	Autre (tMB - tMS)	Taux de conformité (%)
Station d'épuration	37 025,00 - 400,10	---	---	100

(1) L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

4. Financement des investissements

4.1. État de la dette du service

L'état de la dette au 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		369 536	309 742
Montant remboursé en en €	en capital	58 041	59 794
	En intérêts	16 057	13 929

4.2. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 165 935 € (172 811 € en 2021).

4.3. Epargne brute

Pour l'année 2022, l'épargne brute du service a été de 278 543 €.

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
Indicateurs descriptifs des services			
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	12 733 habitants	12 733 habitants
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	6	6
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	373 tonnes de matières brutes	400.1 tonnes de matières brutes
Indicateurs de performance			
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Non calculable	Non calculable
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100 %	100 %
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100 %	100 %
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	100 %	100 %
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0 €	0 €
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1,52 an(s)	1,11 an(s)
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	95	94

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERAULT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

3 - Adoption du Rapport sur le Prix et la Qualité du service d'eau potable 2022**M. GUERAULT expose :**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Les principaux enseignements pour 2022 :

1 – Caractérisation technique du service :

La Ville de Mayenne a acheté 1 547 385 m³ d'eau au Syndicat Mixte du Nord Mayenne, soit une augmentation de 3,47 % par rapport à l'année précédente.

Après soustraction des volumes vendus à d'autres collectivités (SIAEP de Commer, Communes d'Aron et de Parigné/Braye), 1 299 055 m³ sont réellement mis en distribution par le service, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à 2021. Cette augmentation du volume mis en distribution est surtout due aux abonnés autres que domestique (11 abonnés). Ils ont consommé 634 181 m³ en 2022 contre 555 327 m³ en 2021 (+ 14,2 %). Dans le même temps, les volumes vendus aux abonnés domestiques (6 639 abonnés) ont diminué de 5,1 % (570 967 m³ en 2022 contre 601 863 m³ en 2021).

En 2022, le rendement du réseau est de 94,5 %. C'est un bon rendement, mais très légèrement inférieur aux objectifs fixés par le contrat de concession qui était de 94,97 %.

2 – Tarification de l'eau et recettes du service :

Le tarif applicable au 01/01/2023 pour une consommation de 120 m³ est de 1,82 € (contre 1,79 € au 01/01/2022) soit en légère augmentation de 1,7 %. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de la part de l'exploitant. Les autres composantes du prix de l'eau potable (la Part collectivité et les redevances Agence de l'eau) n'ont pas évolué.

Les recettes perçues par la Collectivité en 2022 (235 732 €) sont en augmentation par rapport à 2021 (223 227 €) soit + 5,6 % en lien avec l'augmentation des volumes vendus.

3 – Indicateur de performance :

L'eau distribuée est de bonne qualité. Le taux de conformité pour l'exercice 2022 est de 100 %. Le taux moyen de renouvellement des réseaux est de 0,89 % (0,91 % en 2021) : 500 m de réseau ont été renouvelé en 2022.

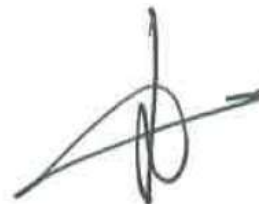
Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable**
- **transmet aux services préfectoraux la présente délibération**
- **met en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr**
- **renseigne et publie les indicateurs de performance sur le SISPEA**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



PRIX & QUALITE DU SERVICE PUBLIC

Eau potable

Collectivité
MAYENNE

Exercice 2022

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2022 présenté conformément à l'article L.2224 5 du code général des collectivités territoriales.

1. Caractérisation technique du service	3
1.1. Présentation du territoire desservi	3
1.2. Cadre contractuel	3
1.2.1. Les contrats	3
1.2.2. Les avenants	3
1.3. Prestations assurées dans le cadre du service	3
1.4. Nombre d'abonnés et population desservie	4
1.5. Ressources en eau	4
1.5.1. Prélèvements	4
1.5.2. Production	4
1.5.3. Importations	5
1.6. Les volumes mis en distribution et vendus	5
1.6.1. Volumes consommés par les abonnés au cours de l'exercice	5
1.6.2. Exportations ⁽¹⁾	6
1.6.3. Autres volumes	6
1.6.4. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022.	7
1.7. Le patrimoine du service	7
2. Tarification de l'eau et recettes du service	8
2.1. Modalités de tarification	8
2.1.1. Tarifs domestiques	8
2.2. Facture d'eau type (D102.0)	9
2.3. Recettes	9
3. Indicateurs de performance	11
3.1. Qualité de l'eau distribuée	11
3.2. Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	12
3.3. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	12
3.4. Indicateurs de performance du réseau	14
3.4.1. Rendement du réseau de distribution	14
3.4.2. Indice linéaire des volumes non comptés	15
3.4.3. Indice linéaire de pertes en réseau	15
3.4.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	15
3.4.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées	16
3.4.6. Délai maximal d'ouverture des branchements	16

3.4.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité	16
3.4.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente	17
3.4.9. Taux de réclamations	17
4. Financement des investissements	18
4.1. État de la dette du service	18
4.2. Amortissements	18
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau	19
5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité	19
5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)	19
6. Tableau récapitulatif des indicateurs	20

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

- **Nom de la collectivité** : MAYENNE (Commune)
- **1 commune(s) desservie(s)** : MAYENNE

Entité de gestion	Mode de gestion	Les missions
principal	Concession de service	Distribution, Stockage

1.2. Cadre contractuel

1.2.1. Les contrats

Nom du contrat	Nom du signataire	Type de contrat	Date de début	Date de fin
2018-2029 VEOLIA	Agence VEOLIA EAU	Affermage	01/01/2018	31/12/2029

1.2.2. Les avenants

Avenant	Date d'effet	Objet
2018-2029 VEOLIA (principal)		
AV1	14/10/2022	Suppression du bordereau travaux de renouvellement des canalisations et modification du bordereau des prix unitaires (BPU) pour les branchements particuliers

1.3. Prestations assurées dans le cadre du service

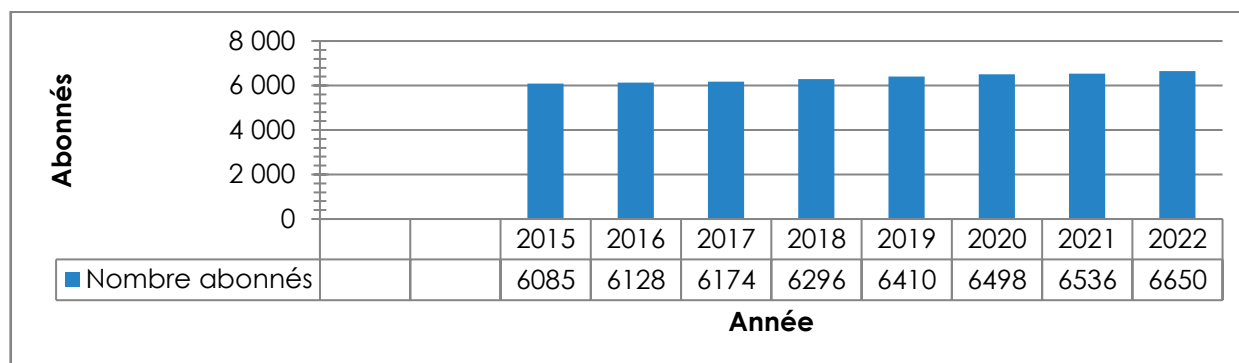
Partie	Tâche
Collectivité	Renouvellement : des canalisations, du génie civil
Exploitant	Entretien : des accessoires hydrauliques, des clôtures, des équipements électromécaniques, des ouvrages de traitement, du génie civil, peintures, menuiseries métalliques
Exploitant	Gestion des abonnés : accueil des usagers, facturation, traitement des doléances client
Exploitant	Gestion du service : application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations, relève des compteurs
Exploitant	Mise en service : des branchements
Exploitant	Renouvellement : des accessoires hydrauliques, des canalisations <6m, des clôtures, des compteurs, des équipements électromécaniques, du matériel de traitement

1.4. Nombre d'abonnés et population desservie

En 2022, le service public d'eau potable a desservi 6 650 abonnés représentant une population de 13 503 habitants ⁽¹⁾ (soit 2,03 habitants/abonné).

Nombre total d'abonnés en 2021	6 536 abonnés
Nombre total d'abonnés en 2022	6 650 abonnés
Dont abonnés domestiques en 2022	6 639 abonnés
Dont abonnés non domestiques en 2022	11 abonnés
Variation en %	1,74 %

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **48,27** abonnés/km pour l'année 2022.



En 2022, la consommation moyenne par abonné (*consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés*) est de **180,9** m³/abonné (177,1 m³/abonné en 2021).

1.5. Ressources en eau

1.5.1. Prélèvements

Aucun prélèvement pour l'année 2022

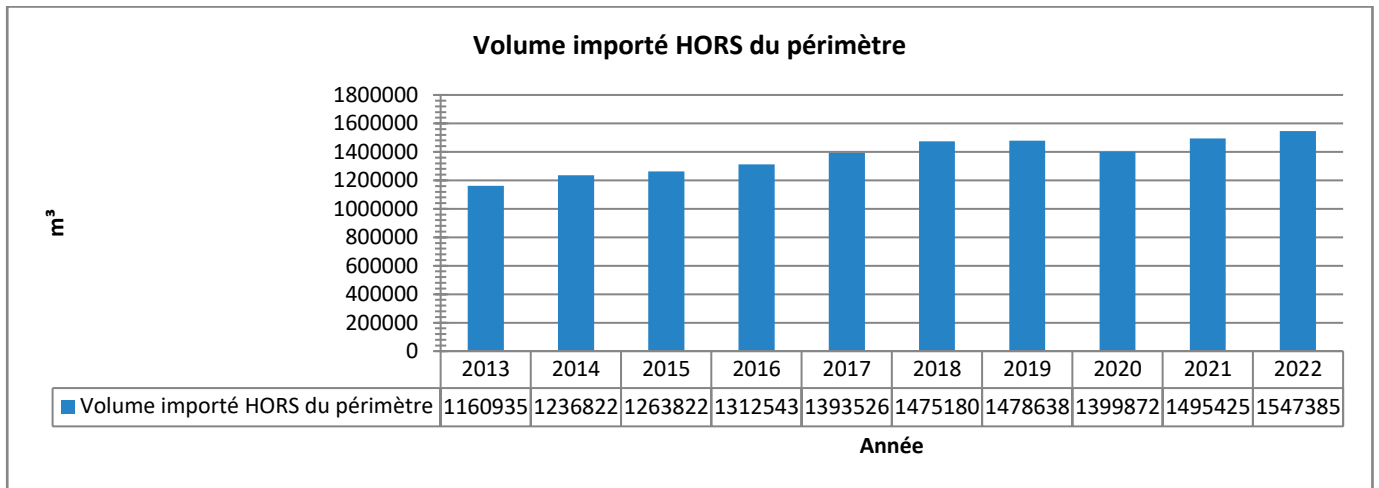
1.5.2. Production

Aucune production pour l'année 2022

¹ Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

1.5.3. Importations

Fournisseur	Volume acheté en 2021 (m³)	Volume acheté en 2022 (m³)	Variation en %	Indice d'avancement de la protection de la ressource en 2022 (en %)
SM DU NORD MAYENNE	1 495 425	1 547 385	3,47	100

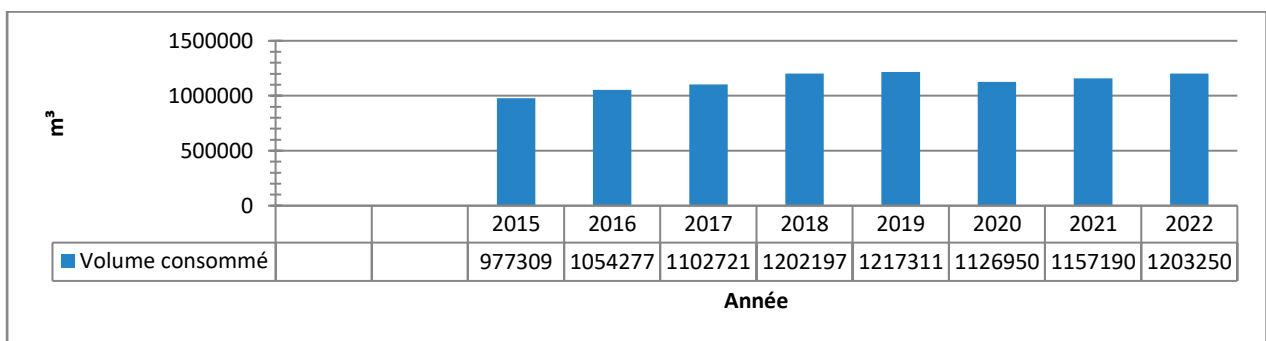


1.6. Les volumes mis en distribution et vendus

1.6.1. Volumes consommés par les abonnés au cours de l'exercice

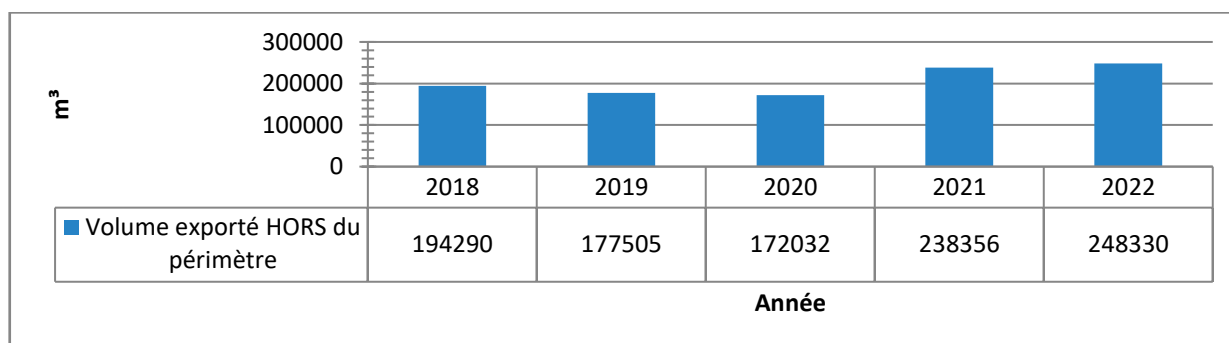
Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Abonnés	Volume consommés en 2021 (m³)	Volume consommés en 2022 (m³)	Variation en %
Abonnés domestiques	601 863	569 069	-5,45
Autres abonnés	555 327	634 181	14,20
Total vendu aux abonnés	1 157 190	1 203 250	3,98

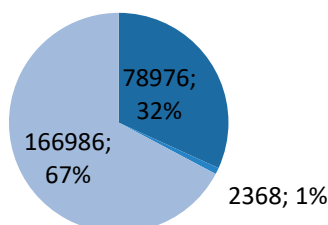


1.6.2. Exportations ⁽²⁾

Service	Bénéficiaire	Volume exporté en 2021 (m³)	Volume exporté en 2022 (m³)	Variation en %
principal	SIAEP DE COMMER	148 140	166 986	12,72
principal	PARIGNE-SUR-BRAYE	2 346	2 368	0,94
principal	ARON	87 870	78 976	-10,12
	TOTAL	238 356	248 330	4,18



Volume exporté HORS du périmètre (m³) en 2022



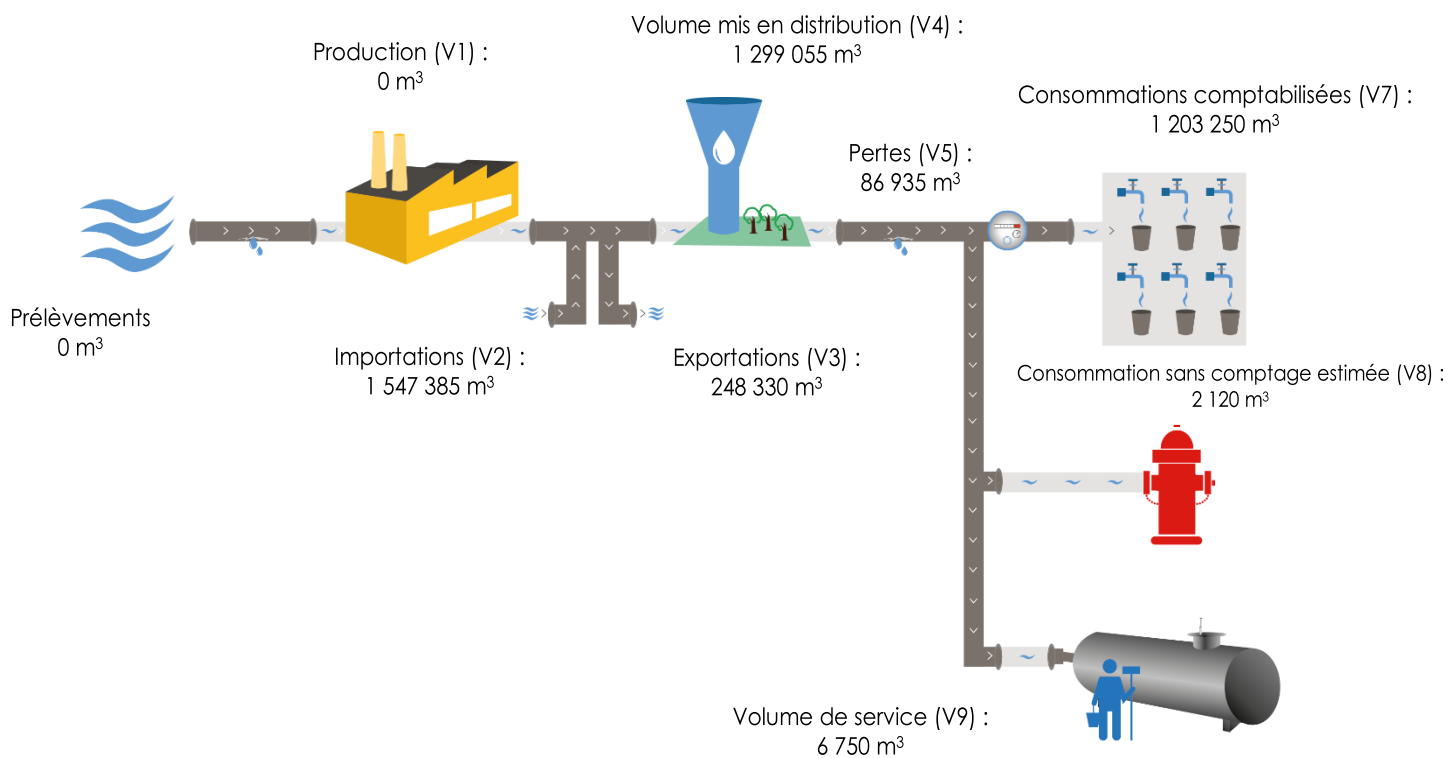
■ principal - ARON ■ principal - PARIGNE-SUR-BRAYE ■ principal - SIAEP DE COMMER

1.6.3. Autres volumes

	Exercice 2021 (m3)	Exercice 2022 (m3)	Variation en %
Volume consommé sans comptage	2 080	2 120	1,92
Volume de service	6 708	6 750	0,63
TOTAL	8 788	8 870	0,93

² Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable

1.6.4. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022.



1.7. Le patrimoine du service

	Exercice 2021	Exercice 2022
Linéaire de réseaux (hors branchements) en km	137,26	137,76
Nombre de réservoirs	4	4
Volume de stockage	3 400	3 400
Nombre de compteurs abonnés	6 997	7 129
Nombre total des branchements	6 986	7 129
Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année	2 supprimés	1 supprimé
Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)	0	0
% de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements	0,03	0,03
% de branchements en plomb restants/nombre total de branchements	0,00	0,00

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. Depuis le 25/12/2013, cette teneur ne peut plus excéder 10 µg/l.

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

2.1.1. Tarifs domestiques

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, ...). Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

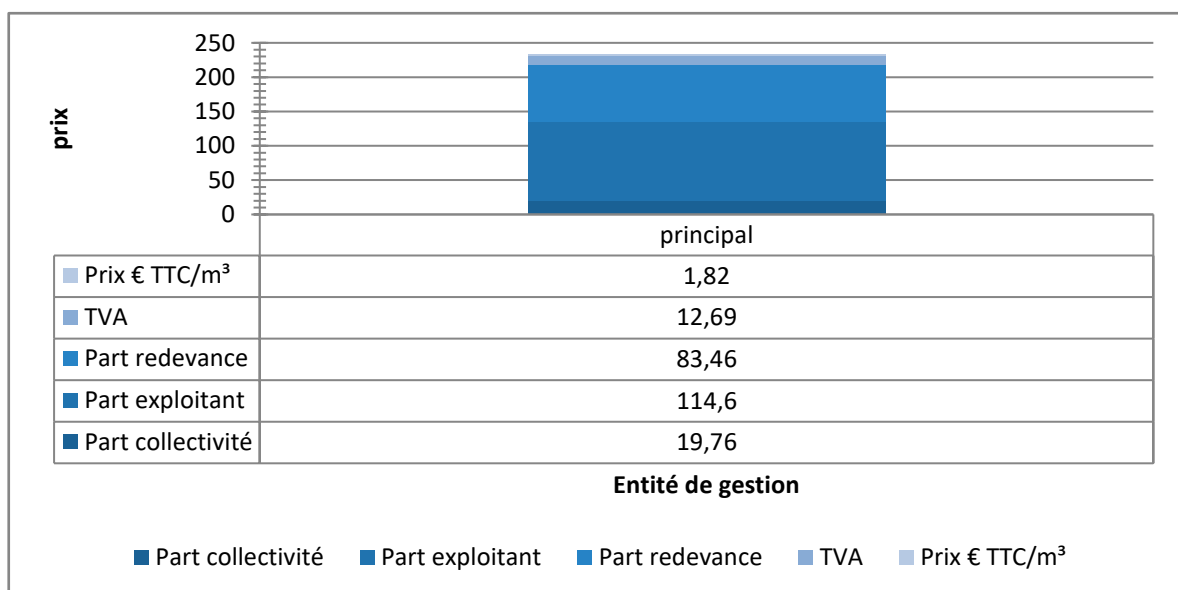
TARIFS	1er janvier 2022	1er janvier 2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	1,7800 €	1,7800 €	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
De 0 à 30 m³	0,0856 €/m³	0,0856 €/m³	0,00 %
De 31 à 6 000 m³	0,1712 €/m³	0,1712 €/m³	0,00 %
> 6 000 m³	0,1540 €/m³	0,1540 €/m³	0,00 %
Part proportionnelle - Autres tarifs (€ HT/m³)			
Fonds départemental	0,3063 €/m³	0,3263 €/m³	6,53 %
Redevance pollution domestique (Loire Bretagne)	0,3000 €/m³	0,3000 €/m³	0,00 %
Redevance prélèvement sur la ressource en eau	0,0692 €/m³	0,0692 €/m³	0,00 %
Part du délégataire			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	21,2800 €	22,9800 €	7,99 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
De 0 à 30 m³	0,3792 €/m³	0,4194 €/m³	10,60 %
De 31 à 6 000 m³	0,7586 €/m³	0,8388 €/m³	10,57 %
> 6 000 m³	0,6828 €/m³	0,7550 €/m³	10,57 %
Taux de TVA (1)	5,5 %	5,5 %	0 %

- (1) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les montants payés applicables pour une consommation de 120m³ (ménage de référence selon l'INSEE) sont :

Montants	1er janvier 2022	1er janvier 2023
Part de la collectivité	19,76 € HT	19,76 € HT
Part de l'exploitant	102,87 € HT	114,60 € HT
Redevances (agence de l'eau et autres)	81,06 € HT	83,46 € HT
Taux de TVA	5,50 %	5,50 %
Montant de la TVA	11,20 €	11,98 €
Total HT	203,69 €	217,82 €
Total TTC	214,89 €	229,80 €



2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers domestiques	223 227,00	235 732,00
Total des recettes	223 227,00	235 732,00

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers	1 053 511,00	1 102 393,00
Total recettes de ventes d'eau	1 053 511,00	1 102 393,00
Recettes liées aux travaux	99 375,00	48 051,00
Produits accessoires	41 249,00	49 160,00
Total des autres recettes	140 624,00	97 211,00

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Agence de l'Eau - Redevance Prélèvement	93 498,00	100 676,00
Agence de l'Eau - Pollution	175 400,00	167 666,00
Autres recettes pour compte de Tiers	251 914,00	247 853,00
Total recettes comptes de Tiers (hors Collectivité)	520 812,00	516 195,00
Total des recettes (hors collectivité)	1 714 947,00	1 715 799,00

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau distribuée

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements			
	Réalisés en 2021	Conformes en 2021	Réalisés en 2022	Conformes en 2022
Paramètres microbiologiques	29	29	28	28
Paramètres physico-chimiques	30	30	32	32

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m3/jour. La qualité de l'eau est donc la suivante :

Analyses	Taux de conformité 2021	Taux de conformité 2022
Conformité bactériologique (P101.1)	100 %	100 %
Conformité physico-chimique (P102.1)	100 %	100 %

A noter ci-dessous la classe de qualité attribuée par l'ARS aux zones de distribution allouées à la ville de Mayenne.

Zone de distribution	Année	Classe de qualité	Conclusion sanitaire
Mayenne	2022	B	Eau de bonne qualité sauf pour l'ESA métolachlore qui a fait l'objet de dépassements (0.14µg/l pour 0.1 µg/l autorisé par substance et 0.5 µg/l pour le total des pesticides) Elle peut être consommée par tous
Mayenne Poirsac	2022	B	Eau de bonne qualité sauf pour l'ESA métolachlore qui a fait l'objet de dépassements (0.17µg/l pour 0.1 µg/l autorisé par substance et 0.5 µg/l pour le total des pesticides) Elle peut être consommée par tous

3.2. Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	
0%	Aucune action
20%	Études environnementale et hydrogéologique en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est **100 %** (détail au paragraphe 1.5.1)

3.3. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

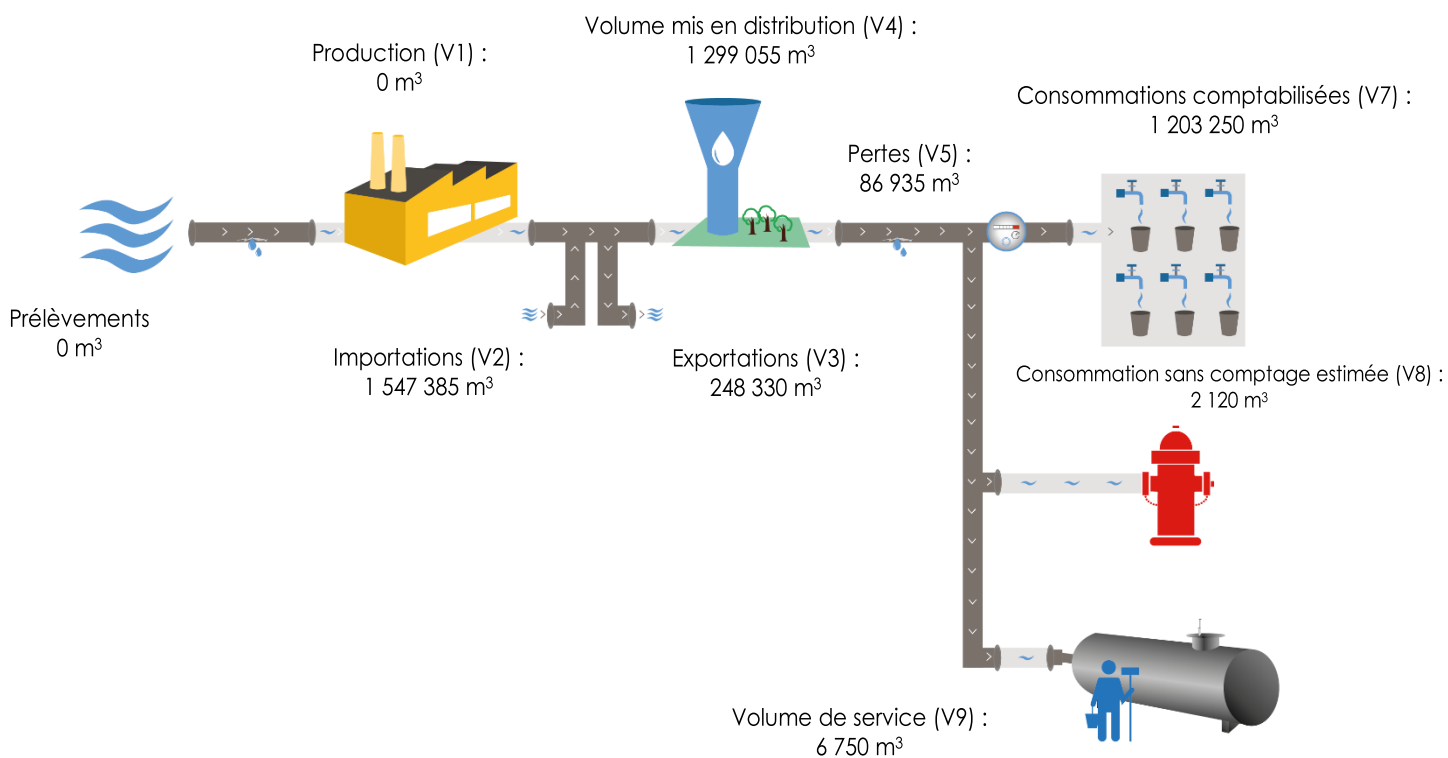
		Nombre de points
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point
VP.237	Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points) (Rappel : les 15 points de la partie A doivent avoir été obtenus pour bénéficier de points supplémentaires)		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	oui : 10 points non : 0 point
VP.240	Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)	Condition à remplir pour prendre en compte les points suivants
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	1 à 5 points sous conditions (1)
VP.241	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points) (Rappel : 40 points doivent avoir été obtenus globalement en partie A et B, pour pouvoir bénéficier de points supplémentaires)		
VP.242	Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, Pl, ...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point
VP.243	Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point
VP.244	Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point
VP.245	Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur	oui : 10 points non : 0 point
VP.246	Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point
VP.247	Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point
VP.248	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point
TOTAL		120

- (1) L'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
- (2) L'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5.
- (3) Non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

Points obtenus et valeur de l'indice par service :

Service	Nombre de points														Total
	VP.236	VP.237	VP.238	VP.240	VP.239	VP.241	VP.242	VP.243	VP.244	VP.245	VP.246	VP.247	VP.248	VP.249	
principal	10	5	10	oui	5	12	10	10	0	10	10	10	10	5	107

3.4. Indicateurs de performance du réseau



3.4.1. Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcule ainsi :

$$\text{Rendement du réseau} = \frac{V7 + V8 + V9 + V3}{V1 + V2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{Part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V7}{V4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau (P104.3)	93,91 %	94,38 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement)	28,03 m³ / jour / km	29,05 m³ / jour / km
Rendement primaire (volume vendu sur volume mis en distribution)	92,05 %	92,63 %

3.4.2. Indice linéaire des volumes non comptés

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{Indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V4 - V7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022 l'indice linéaire des volumes non comptés est de **1,91 m3/j/km** (1,99 en 2021).

3.4.3. Indice linéaire de pertes en réseau

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{Indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V4 - (V7 + V8 + V9)}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022 l'indice linéaire des pertes en réseau est de **1,73 m3/j/km** (1,82 en 2021).

3.4.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les

branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

- Au cours de l'année 2022, un linéaire de 0.5 km de réseau a été renouvelé,
- En moyenne sur les 5 dernières années, un linéaire de 1.22 km de réseau a été renouvelé.

$$\text{Taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{Ln + Ln - 1 + Ln - 2 + Ln - 3 + Ln - 4}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est donc de **0,89 %**.

3.4.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nb d'interruptions de service non programmées}}{\text{nb d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, **9 interruption(s)** de service non programmées ont été dénombrées (15 en 2021). Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées est donc de **1,35** interventions / 1000 abonnés

3.4.6. Délai maximal d'ouverture des branchements

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de **1,0** jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (préexistant ou neuf).

$$\text{Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nb ouvertures avec respect du délai}}{\text{nb total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de **100 %** (100 % en 2021).

3.4.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{Durée d'extinction de la dette pour l'année d'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	93 667,00 €	82 333.00 €
Epargne brute annuelle en €	188 720,00 €	157 399,00 €
Durée d'extinction de la dette en années	0.5 an(s)	0.5 an(s)

3.4.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple à la suite d'une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année } n}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année } n - 1}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année n-1 tel que connu au 31 décembre de l'année n	12 287	15 804
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année n-1	1 771 179	1 904 140
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau	0,69	0,83

3.4.9. Taux de réclamations

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toutes natures relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

- Nombre de réclamations écrites reçues : 0

$$\text{Taux de réclamations} = \frac{\text{Nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{Nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de **0 pour 1000 abonnés** (0 en 2021).

4. Financement des investissements

4.1. État de la dette du service

L'état de la dette au 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		93 667,00	82 333.00
Montant remboursé en €	en capital	11 333,00	11 333.00
	En intérêts	2 123,00	2 011.00

4.2. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 170 950 € (167 505 € en 2021).

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte : les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté, les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

En 2022, le service a reçu 4 demandes d'abandon de créance et en a accordé 4, pour un montant de 568 €.

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
Indicateurs descriptifs des services			
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	13 557	13 503
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1,0	1,0
Indicateurs de performance			
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (%)	100	100
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (%)	100	100
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (/120 points)	97	107
P104.3	Rendement du réseau de distribution (%)	93,91	94,38
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	1,99	1,91
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	1,82	1,73
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,97	0,89
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (%)	100	100
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	2,26	1,35
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (%)	100	100
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	0.5	0.5
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (%)	0,69	0,83
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERAULT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

4 - Conventions de partenariat entre la ville de Mayenne et l'association EKLA**M. NICOUX expose :**

Concernant la convention de partenariat, de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne et de participation aux charges de fonctionnement entre la Ville de Mayenne, l'école Paul Eluard et l'IME de Montaudin de l'association EKLA pour l'inclusion d'une Unité Externalisée

Une Unité Externalisée d'Enseignement (UEE) est accueillie au sein de l'école Paul Eluard depuis 4 ans. La convention initiale relative à l'accueil de cette classe d'UEE nécessitait d'être actualisée. Il vous est proposé de signer avec l'association EKLA qui gère l'IME de Montaudin et l'école Paul Eluard la convention qui régit :

- Les modalités d'accueil de l'UEE au sein de l'école, espaces utilisés, horaires, mobiliers et autres matériels mis à disposition etc...
- Les conditions de remboursement des heures d'entretien des locaux dédiés, qui feront l'objet d'une facturation annuelle et sont estimés pour 2023 à 30 minutes par jour de présence de l'UEE et

le taux d'emploi d'un agent communal sur la base 2022 de 21€ de l'heure chargée, ré évaluable chaque année.

- Les modalités de calcul et le montant de la participation de l'association aux charges de fonctionnement des bâtiments : eau, gaz, électricité qui sont estimés pour 2022 à 1 540 € sur un budget global de ces charges pour l'école de 19 096 €.

Concernant la convention de partenariat, de mise à disposition, par la ville de Mayenne, des locaux des Châteliers ou autre local d'accueil

En dehors des périodes scolaires, l'UEE élémentaire est accueillies sur ses jours d'ouverture au RDC de la salle de location des Châteliers et partage la cour et la salle de restauration avec le service d'accueil de loisirs. Une convention est donc nécessaire également, elle régit les mêmes points que la première. Pour le calcul des charges de fonctionnement des bâtiments, il est proposé de compter le chauffage en période hivernale (différence entre le tarif de location de la salle avec ou sans chauffage). Pour les heures d'entretien un forfait de 30 minutes par jour d'utilisation des locaux et le taux d'emploi de l'agent communal en charge de l'entretien sur la base 21€ de l'heure chargée, ré évaluable chaque année.

Concernant le coût de location des locaux, un groupe de travail doit faire des propositions à partir d'une étude sur les tarifs pratiqués sur l'ensemble des locaux mis à disposition des associations par la Ville. A l'issue de ce diagnostic et sur proposition de ce groupe de travail, un avenant sera donc prévu en 2024 afin de préciser ce point de la convention. En attendant, les locaux sont provisoirement mis à disposition à titre gracieux.

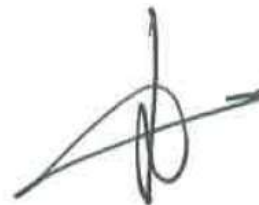
Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **autorise M. le Maire à signer ces deux conventions**
- **autorise M. le Maire à signer un avenant concernant les tarifs de la location des locaux courant 2024.**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

5 - Cycle TAP sensibilisation au handicap dans les écoles élémentaires**M. NICOUX expose :**

L'année dernière à l'occasion de la semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées, des ateliers de sensibilisation au handicap avaient été proposés aux enfants dans plusieurs écoles publiques et à l'accueil de loisirs le mercredi aux Châteliers. Nous avons été accompagnés par LADAPT (association qui œuvre à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap notamment) qui animait ces temps auprès des enfants. Dans cette même ligne, lors de la semaine des jeux paralympiques, des ateliers de sensibilisation ont été proposés à toutes les classes de CE1, CE2, l'IME et les ULISS, des écoles publiques et privées de la ville en partenariat avec l'Usep.

Ces deux expériences ont été très positives tant du côté des enfants que de celui des encadrants. L'équipe d'animation a souhaité cette année pouvoir proposer un cycle complet de TAP soit 7 séances sur ce thème. Nous envisageons de le proposer pour le moment dans 2 écoles (Louise Michel et Jules Ferry) pour tester entre les vacances de la Toussaint et Noël, et renouveler ensuite dans les autres écoles. Ainsi sont proposées 6 séances réalisées en interne: vie pratique, volley-ball assis, Boccia, "débat-grenadine", jeux de société et

pratique artistique. Une septième séance est envisagée autour du thème du handicap invisible. LADAPT pourrait intervenir sur ces 2 séances moyennant une participation financière de 550€ HT. D'autres devis ont été demandés mais ne répondent pas à la spécificité « handicap invisible ».

Par ailleurs, l'équipe d'animation va suivre une formation à la Toussaint sur ce thème, mais il nous semble tout de même intéressant de pouvoir co-animer ces premières séances avec des professionnels spécifiques.

Nous recherchons des subventions possibles auprès du département et de la région pour acheter du matériel spécifique et faire prendre en charge éventuellement les deux interventions sur la thématique du handicap invisible.

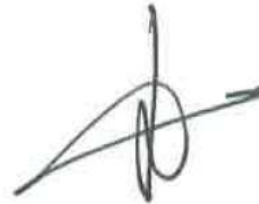
Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **accorde un budget supplémentaire de 550 € HT pour l'animation autour des handicaps invisibles**
- **autorise M. le Maire à solliciter une subvention auprès de la région et du département pour le financement du matériel et des heures d'intervenants pour cette action.**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET
M. BREHIN donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

**6 - Marchés publics – Travaux de rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie (23TRA13) –
Autorisation de signature**
Mme FOURNIER expose :

Du fait du montant estimé de l'opération en titre (4 288 000 € HT en phase APD), la procédure de passation choisie est adaptée et ouverte, soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique. La maîtrise d'œuvre concernée par cette opération est assurée par MAGMA Architecture.

La consultation du présent marché, composé de 15 lots, a été lancée le 14 juin 2023 avec une date limite de remise des offres fixée au 18 juillet 2023 avant 12h00. 105 entreprises identifiées ont téléchargé le dossier sur le profil d'acheteur suite à notre publicité et 1 dossier a été retiré anonymement. 27 offres ont finalement été déposées dans les délais, réparties comme suit :

- 6 offres pour le lot 1
- 4 offres pour le lot 11
- 3 offres pour le lot 5

2 offres pour chacun des lots 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13
 1 offre pour chacun des lots 7, 8, 9, 14, 15

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne s'est réunie le mardi 12 septembre 2023 pour étudier l'analyse des offres et proposer les attributaires suivants :

LOTS		Titulaires	Montant HT
1	Démolition - Désamiantage	TTH	166 122,00 €
2	Terrassement - VRD	STPO	279 000,00 €
3	Gros-Œuvre	HUAULT	600 000,00 €
4	Charpente bois - Bardage	DESCHAMPS	805 000,00 €
5	Couverture	CRUARD	173 910,85 €
6	Serrurerie	GUYON	80 247,00 €
7	Menuiseries extérieures	GUYON	419 372,00 €
8	Menuiseries intérieures	HEUDE	74 682,87 €
9	Agencement	HEUDE	149 862,14 €
10	Cloisons sèches - Isolation	JARRY	299 570,00 €
11	Faux-Plafonds	JARRY	88 900,00 €
12	Revêtement de sol - Chape	FRETIGNE	199 114,63 €
13	Peinture - Nettoyage	DURAND	99 750,00 €
14	Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaire	DESSAIGNE-SCF	560 000,00 €
15	Electricité CFO/CFA	DESSAIGNE	302 000,00 €
MONTANT TOTAL EN € HT			4 297 531.49 €

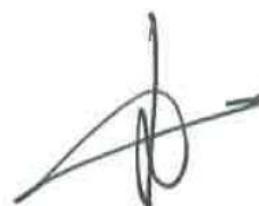
Par ailleurs, pour information, la même Commission MAPA réunie ce 12 septembre s'est également prononcée sur l'attribution du marché d'assurance Dommages Ouvrage de cette rénovation. Sur les 3 candidats de cette consultation (SMACL, SMABTP, BEA/MAF), c'est la compagnie BEA/MAF qui a été retenue pour un montant global de de 24 130.24 € HT, incluant la garantie légale de base Dommage Ouvrage, la garantie de bon fonctionnement ainsi que la garantie dommages immatériels.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer et exécuter chacun des lots du marché référencé 23TRA13 et intitulé « Travaux de rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie » ainsi que les pièces s'y rapportant, selon la répartition détaillée dans le tableau ci-avant et pour un montant global HT de 4 297 531.49 €.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
 Olivier REBOURS

Le Maire,
 Jean-Pierre LE SCORNET


DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON, FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERAULT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

**7 - Marchés publics – Maîtrise d'œuvre pour la rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie (22SER18)
– Avenant modificatif- Autorisation de signature**
Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 26/09/2022, la Ville de Mayenne a confié au groupement d'entreprises SARL MAGMA ARCHITECTURE – ARES CONCEPT – THALEM INGENIERIE – IPA VRD une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie.

La rémunération de la maîtrise d'œuvre est établie selon un forfait provisoire basé notamment sur un pourcentage du montant prévisionnel des travaux. Il est prévu au marché qu'à compter de l'Avant-Projet Définitif (APD) et de la validation du montant définitif des travaux, un avenant recalculant le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur cette nouvelle base doit être conclu.

Le présent avenant a donc pour objet de déterminer le forfait définitif de la rémunération de la maîtrise d'œuvre suite à la validation du coût définitif des travaux.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 2 956 000.00 € HT (valeur mai 2022). Sur cette base et avec un taux de rémunération fixé à 6.50 % pour la mission de base (mission DIAG incluse) de la tranche ferme, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait ainsi à 192 140.00 € HT et celle de la tranche optionnelle à 21 000 € HT. Les éléments de mission complémentaires (OPC, SSI, EXE) étaient par ailleurs forfaitisés à hauteur de 39 928.00 € HT. La Prestation Supplémentaire Eventuelle (étude paysagiste et mission d'aménagement extérieur) était quant à elle chiffrée forfaitairement à hauteur de 7 390.00 € HT. Le montant total du marché, toutes prestations incluses et sur la base du montant estimatif initial des travaux s'élevait donc à 260 458.00 € HT.

Or, trois éléments sont venus modifier les conditions initiales du marché :

- 1) la nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD), s'élève à 4 275 000.00 € HT et non plus 2 956 000 € HT.
Pour mémoire, l'enveloppe financière entre l'APS et l'APD a évolué suite aux études de structures et de sol (supplément sur les fondations, ajouts sur les planchers et les renforts de charpentes) afin de garantir la solidité des ouvrages, la qualité acoustique et la résistance au feu. Des analyses complémentaires ont entraîné une incidence sur le coût du désamiantage, et ont eu un impact sur les réseaux. Des éléments ont été ajoutés pour permettre la gestion du CO² et la gestion de la sécurité du bâtiment. L'aménagement de l'entrée principale et du préau d'accueil, la mise aux normes des garde-corps et le remplacement des menuiseries du hall d'entrée ont aussi eu un impact sur l'enveloppe budgétaire. En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise concernant la mission de base (DIAG inclus) est porté à 277 875.00 € HT.
- 2) La tranche optionnelle ne sera pas affermie
- 3) Une mission acoustique s'est avérée nécessaire en cours d'étude et a fait l'objet d'un devis complémentaire auprès d'un prestataire sous-traitant pour un montant total de 6 600.00 € HT

L'avenant n°1 notifié le 15 mai 2023 faisait état de tous ces éléments mais le tableau présenté ne prenait pas en compte le fait que la mission « DIAG » était incluse dans la rémunération de la mission de base et que les autres missions complémentaires (OPC, SSI et EXE) demeuraient forfaitisées de manière indépendante.

En outre, par la délibération n°22 du 13 avril 2023 relative à l'avant-projet définitif des écoles Pierre et Marie Curie, le Conseil Municipal a validé les enveloppes prévisionnelles des travaux et de la rémunération de la maîtrise d'œuvre mais n'a pas expressément autorisé la signature de l'avenant afférent par Monsieur le Maire, entachant le caractère exécutoire de cet avenant. Sur cette partie, la présente délibération vient donc préciser et compléter la délibération n°22 du 13 avril 2023.

Dès lors, il convient de régulariser ces différents éléments et d'acter les modifications récapitulées dans le tableau ci-après :

MONTANTS H.T.		Montants prévus à l'acte d'engagement	Montants APD actés par avenant
Estimatif des travaux		2 956 000,00 €	4 275 000,00 €
Rémunération MOE mission de base + DIAG tranche ferme (taux 6,5%)		192 140,00 €	277 875,00 €
Rémunération MOE missions complémentaires (forfaits)	OPC/SSI/EXE	39 928,00 €	39 928,00 €
	Acoustique	0,00 €	6 600,00 €
Rémunération MOE tranche optionnelle (forfait)		21 000,00 €	0,00 €
Prestation Supplémentaire Eventuelle (forfait)		7 390,00 €	7 390,00 €
MONTANT TOTAL REMUNERATION MOE HT		260 458,00 €	331 793,00 €

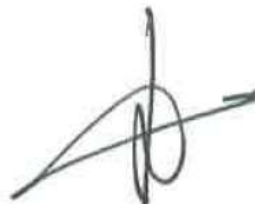
Ainsi, au vu de l'augmentation du montant estimatif des travaux, du non affermissement de la tranche optionnelle et de l'ajout de la mission acoustique, le montant du marché passe de 260 458.00 € HT à 331 793.00 € HT, soit une plus-value de 71 335.00 € et une augmentation totale de + 27.38 % du montant initial du marché de maîtrise d'oeuvre.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant modificatif ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUEREAULT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUEREAULT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

8 - Marchés publics – Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension d'un réseau de chaleur biomasse par un contrat de concession (21SER16) - Avenant – Autorisation de signature
--

M. GUEREAULT expose :

Par marché notifié le 13/01/2022, la Ville de Mayenne a confié à la société CEDEN le marché relatif à l'« assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension d'un réseau de chaleur biomasse par un contrat de concession » pour un montant global forfaitaire de 125 920.00 € HT.

Un premier avenant, notifié le 1^{er} juin 2022, a impliqué une augmentation du montant du marché de 5 250.00 € HT, celui-ci passant ainsi de 125 950.00 € HT à 131 170.00 € HT.

Aujourd'hui, la consultation permettant de retenir un délégataire pour la distribution d'énergie calorifique est arrivée à son terme et a permis de désigner un attributaire.

Pour autant, des questions restent en suspens et différentes approches méritent d'être conduites pour satisfaire les besoins exprimés par la Ville de Mayenne en définissant les atouts, mais aussi les limites d'un développement du réseau de chaleur pour desservir l'habitat individuel. Elles permettront de définir un peu plus précisément la stratégie énergétique de la ville de Mayenne et de définir le rôle du réseau de chauffage urbain dans la transition écologique du territoire.

Une nouvelle mission d'assistance est donc nécessaire et comprendra 5 volets qui seront, pour partie, conduits simultanément:

- Une assistance à la création du Budget annexe qui permettra le développement du réseau du en direction des premières habitations individuelles.
- Une assistance à l'élaboration d'une double modélisation :
 - D'abord technique pour appréhender aisément les conséquences du raccordement d'un ou plusieurs tronçons dédiés à l'habitat individuel sur les performances du réseau, d'une part, mais également sur les limites de développement ;
 - Puis économique et financière, pour proposer un outil d'analyse de l'opportunité du raccordement pour les propriétaires occupants ou bailleurs en fonction des autres options existantes, tant en matière énergies renouvelables et de récupération, qu'en termes d'isolation du patrimoine bâti ;
- Une assistance au développement de la stratégie énergétique de la Ville en déterminant :
 - Pour les propriétaires occupants ou bailleurs : le niveau tarifaire acceptable et son évolution au fur et à mesure de l'évolution des pertes de distribution ainsi que les modalités de fixation du niveau de contribution des propriétaires aux frais de raccordement ;
 - Pour la Ville : les zones de développement prioritaire du réseau de chaleur et les éventuels besoins d'avenant au contrat de concession ; une déclinaison des moyens financiers, notamment en termes de soutien susceptible d'être apporté par la Ville ou Mayenne communauté en complément des aides nationales.
- Une assistance à l'optimisation du réseau en associant les industriels de la commune en fournissant de la chaleur de récupération et en étendant le réseau de chaleur auprès de certains sites.
- Une assistance à la conclusion d'un avenant avec le Concessionnaire.

Ces modifications impliquent une plus-value totale de 62 722.00 € HT, soit une variation de 47.82 % (+49.80 % du montant initial du marché) du montant du marché qui passe ainsi de 131 170.00 € HT à 193 892.00 € HT.

Selon l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique : « Le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ».

En l'occurrence, les prestations demandées dans le cadre de cette mission complémentaire sont indivisibles des prestations initiales et rendent tout changement de titulaire inconcevable, tant du point de vue de la technicité, de la maîtrise des enjeux locaux, de la connaissance fine et experte du dossier que de l'équilibre financier de cette assistance à maîtrise d'ouvrage.

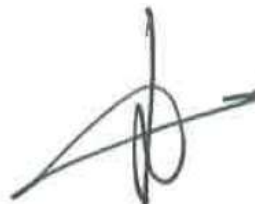
La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 4 juillet 2023 a eu l'occasion de se prononcer favorablement sur la signature de cet avenant.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

9 - Marchés publics – Réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre-Dame (22TRA19) – Avenant n°1- Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 07/11/2022, la Ville de Mayenne a confié à l'entreprises CISE TP une mission de réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre Dame à Mayenne pour un montant total de 326 206.88 € HT.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte des nouveaux postes de travaux et par conséquent, de définir le nouveau montant du marché ainsi que les incidences sur les délais d'exécution.

En effet, il convient de statuer sur:

- 1 - La désignation des travaux :** dans le cadre des travaux réalisés, il s'est avéré nécessaire de réaliser les travaux supplémentaires suivants :

- Travaux de modification du trop-plein existant
- Modification de l'armoire et du schéma électrique pour ajout d'un switch et de 2 passerelles pour les pompes conceptor et programmation pour régulation de niveau
- Travaux de renouvellement du réseau AEP en parallèle du réseau EU au niveau du carrefour Notre Dame et de la rue Jeanne d'Arc

- 2 - Le montant des nouveaux travaux :** la plus-value totale représentée par ces nouveaux travaux représente un montant de 33 524.81 € HT, portant le montant de marché à 359 731.69 € HT, soit une augmentation du montant initial du marché de + 10.28 %.
- 3 - L'augmentation du délai d'exécution :** la durée initiale d'exécution des travaux était fixée à 70 jours calendaires. L'ordre de service n°2 a notifié à l'entreprise un démarrage des travaux à compter du 20 février 2023 pour expirer au 26 avril 2023. Au vu des travaux supplémentaires demandés à l'entreprise, le délai d'exécution est prolongé d'une durée de 3 mois pour ainsi se terminer le 27 juillet 2023.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Conseillers présents ou représentés	32	
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

10 - Finances – Exercice 2023 – Budget principal – Travaux école PAUL ELUARD - Refacturation de matériaux**M. TALOIS expose :**

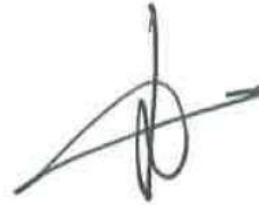
Dans le cadre de la mise à disposition à l'IME de Montaudin de locaux à l'école Paul Eluard, la Ville a réalisé des travaux d'aménagement pour un coût total de matériaux de 785,60 € que l'association s'est engagée à régler.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise la facturation à l'association EKLA pour l'IME de Montaudin du coût supporté pour les matériaux utilisés dans le cadre de l'aménagement du local affecté à l'école Paul Eluard pour un montant de 785,60 €.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
 Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
 Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
 M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
 M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
 Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
 M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mme OGER.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

11 - Finances – Adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 au 01 janvier 2024

M. TALOIS expose :

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu le III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public en date du 8 juin 2023 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable développé pour la commune de Mayenne au 1er janvier 2024 ;

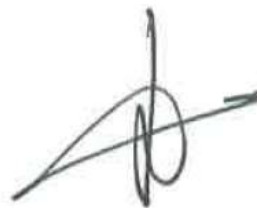
Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **adopte, à compter du 1er janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;**
- **précise que la nomenclature M57 s'appliquera au budget principal**
- **précise que l'amortissement obligatoire des immobilisations acquises à compter du 1er janvier 2024 est linéaire et pratiqué à compter de la date de mise en service du bien selon la règle du prorata temporis ;**
- **précise que les durées d'amortissement seront celles qui étaient antérieurement appliquées ;**
- **maintient le vote des budgets par nature et retient les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement, sans vote formel sur chacun des chapitres ;**
- **autorise M. le Maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section du budget, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;**
- **autorise M. le Maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. CHOUZY, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
 Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
 Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
 M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
 M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
 Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
 M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mmes OGER, DEGUARA.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

12 - Finances – Budget principal– Exercice 2023– Décision modificative n°1

M. TALOIS expose :

Le budget principal 2023 a été adopté par délibération du 13 avril dernier pour des montants de 20 260 132 € en section de fonctionnement et de 9 376 753 € en section d'investissement. Depuis cette date, des besoins nouveaux en dépenses sont apparus ou se sont précisés et des recettes nous ont été notifiées. Ainsi, il vous est proposé d'ajuster le budget au moyen d'une première décision modificative intervenant sur les deux sections budgétaires.

Section de fonctionnement :

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
011	212 111	6067	Crédit scolaire PM Curie pour classes bilingue et ULIS	852,00 €	
011	212 114	6067	Crédit scolaire Louise Michel pour classe ULIS	352,00 €	
011	212 112	6067	Fournitures scolaires école Paul Eluard pour dispositif ULIS	352,00 €	
011	025 1	615228	Re jointement des marches de l'église Saint Martin	6 676,00 €	
011	822 3	6232	Fêtes et cérémonies - Bons cadeaux. Animation place Clémenceau	2 000,00 €	
011	020 0	60632	Etagères local fournitures administratives	850,00 €	
011	212 111	6135	Location algeco WC provisoires école PM Curie	11 886,00 €	
011	820	617	Etude géotechnique pour la mise en sécurité du talus Bel Air	8 616,00 €	
011	213	6162	Assurance Dommage Ouvrage Rénovation Pierre et Marie Curie	28 960,00 €	
011	822 3	61558	Entretien autres biens mobiliers	9 425,00 €	
011	421 5	6042	Achats de prestations services	1 850,00 €	
011	421 5	60623	Alimentation	-850,00 €	
011	421 5	6247	Transports collectifs	-1 000,00 €	
011	91	6228	Dépenses de sécurisation CIMA 2023	3 600,00 €	
011	824 5	617	Etude CCI sur le potentiel commercial du centre-ville	7 224,00 €	
011	820	617	Diagnostics avant cessions immobilières	7 838,00 €	
011	01	63512	Taxes foncières 2023	8 673,00 €	

65	025 0	6574	Subvention à l'union locale CFTC	500,00 €	
65	024 3	6574	Subvention à l'OT pour la tenue du bar pendant les animations à LA CALE	-24 500,00 €	
65	415	6574	Subvention à une association pour le tour Pays de la Loire 2023	-50 000,00 €	
65	415	65732	Subvention à la Région pour le tour Pays de la Loire 2023	50 000,00 €	
66	01	66111	Intérêts à l'échéance	4 000,00 €	
014	01	739223	FPIC Montant prélevé de droit commun	-18 487,00 €	
70	212 112	70878	Remboursement de frais Association EKLA pour travaux dispositif ULIS école Paul Eluard		785,00 €
73	01	73223	FPIC Montant reversé de droit commun		-5 737,00 €
73	01	7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité		71 000,00 €
74	01	744	FCTVA sur dépenses de fonctionnement 2022		16 732,32 €
74	01	74834	Etat - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		-186,00 €
77	64 4	7718	Aide exceptionnellle CAF pour 4 ème vague Covid		11 637,00 €
78	01	7817	Reprise de provisions sur créances douteuses		59,00 €
042	01	6811	Amortissement des biens	2 755,10 €	
023	01	023	Virement à la section d'investissement	32 718,22 €	
TOTAL DM n°1				94 290,32 €	94 290,32 €
Pour mémoire BP 2023				20 260 132,00 €	20 260 132,00 €
TOTAL APRES DM n°1				20 354 422,32 €	20 354 422,32 €

Section d'investissement :

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
10	01	10222	FCTVA sur dépenses 2022		42 900,00 €
13	211 0	1311	Subvention Etat Plan de relance numérique		25 802,00 €
13	213	1321	Subvention Etat FONDS VERT Rénovation énergétique et Restructuration Ecole PM Curie		-52 023,85 €
13	01	1342	Amendes de police 2023		16 712,00 €
20	822 0	2031	Avenant Maîtrise d'œuvre externe sur travaux boulevard de l'Europe et Jean Jaurès	20 018,00 €	
20	33 1	2031	Diagnostic sur dallage du hall d'expo pour déterminer la profondeur d'altération du béton et déterminer la résistance du béton	2 640,00 €	
20	824 5	2031	Etude programme petite ville de demain	-7 224,00 €	
21	822 0	2151	Pistes cyclables Bld Mendès France	36 000,00 €	
21	823	2158	Installation écopâturage parc loisirs	-9 600,00 €	
21	823	2128	Installation écopâturage parc loisirs	9 600,00 €	
21	211 0	2188	Acquisitions aspirateurs	-6 000,00 €	
21	211 0	2184	Acquisitions lits maternelle Angellerie	4 072,20 €	
21	211 0	21312	Mousse protection poteaux P Eluard	978,00 €	
21	213	21312	Maîtrise d'œuvre PM Curie	112 000,00 €	
21	020 6	2188	Acquisition 4 étagères et 1 nettoyeur haute pression pour le garage	-11 000,00 €	
21	020 9	2188	Acquisition 4 étagères et 1 nettoyeur haute pression pour le garage	11 000,00 €	
21	71	2132	Travaux d'aménagement sur local CCAS rue Château Trompette	-16 461,36 €	
21	523	2132	Travaux rue des perrouins devis supplémentaires 2023	10 200,00 €	

23	213	2313	Contrôle béton pour restructuration PM Curie par Huault	-10 000,00 €	
23	523 1	2313	Travaux local destiné aux associations caritatives	-77 359,37 €	
040	01	28121	Amortissement terrain		686,00 €
040	01	28184	Amortissement mobilier chaises ecoliers de 2022		1 215,00 €
040	01	28158	Amortissement motobineuse		854,10 €
041	01	2031	Intégrations des frais d'études suivies de travaux		330 150,00 €
041	01	21538	Intégrations des frais d'études suivies de travaux : schéma directeur des eaux pluviales	83 031,00 €	
041	01	2041582	Intégrations des frais d'études suivies de travaux; travaux éclairage public	25 200,00 €	
041	01	2151	Intégrations des frais d'études suivies de travaux : rue du Prieuré de Berne	5 420,00 €	
041	01	21311	Intégrations des frais d'études suivies de travaux : audit énergétique Hôtel de Ville	5 460,00 €	
041	01	2113	Intégrations des frais d'études suivies de travaux ; terrain synthétique	29 144,00 €	
041	01	2112	Intégrations des frais d'études suivies de travaux ; levés topo	39 726,00 €	
041	01	2115	Intégrations des frais d'études suivies de travaux, église St Martin	10 584,00 €	
041	01	21318	Intégrations des frais d'études suivies de travaux; Patrimoine bâti.	131 585,00 €	
021	01	021	Virement de la section de fonctionnement		32 718,22 €
TOTAL DM n°1				399 013,47 €	399 013,47 €
Pour mémoire BP 2023				9 376 753,00 €	9 376 753,00 €
TOTAL APRES DM n°1				9 775 766,47 €	9 775 766,47 €

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

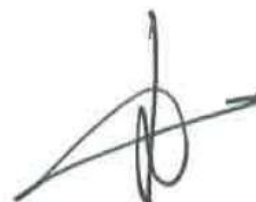
	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	58 817,00 €	94 290,32€	68 863,47 €	33 390,15€
Opérations d'ordre	35 473,32 €	0 €	330 150,00 €	365 623,32 €
TOTAL	94 290,32€	94 290,32€	399 013,47 €	399 013,47 €

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2023 du budget principal telle qu'elle est présentée et annexée.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET


DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-deux, le 7 octobre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 octobre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 octobre 2022**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mmes JONES, ROUYERE, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. FRANCOU, CHOUZY, Mme DEGUARA, M. CREUSIER conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à Mme SAULNIER
M. TRIDON donne pouvoir à M. MOTTAIS

Mme OGER.

Mme FOURNIER a été désignée secrétaire de séance.

19 - FINANCES – Exercice 2022 – Immobilisations – Salle polyvalente – Amortissement**Mme FOURNIER expose :**

Dans son récent rapport de contrôle, la Chambre Régionale des Comptes nous invite à amortir davantage « dans un objectif de bonne gestion du patrimoine et de son renouvellement que dans la perspective du passage à l'instruction comptable M57 » (extrait page 14 du rapport).

Ainsi, il vous est proposé d'opérer un amortissement de la salle polyvalente dont l'immeuble est valorisé à l'inventaire à une valeur nette comptable totale de 3 511 146,69 € comprenant 9 biens inscrits au c/2132 amortissable (identifiés sous le numéro commun 1998-VILLE-0001). Parmi ces 9 biens, 5 n'ont pas fait à ce jour l'objet d'amortissement.

N° inventaire	N° immatriculation	N° série	Désignation du bien	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée d'amortissement	Amortissement de l'exercice 2022 au 01/09/2022	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 30/12/2022
2019-VILLE-0008	1998-VILLE-0001	B76SP01	EXTENSION SYSTEME INCENDIE SALLE POLYVALENTE	32 539,89 €	09/09/2019	15	702,00	1 834,00	8 433,89
2019-VILLE-0076	1998-VILLE-0001	B76SP01	SFT9-0072 - RESEAUX FOND DE SCENE ET PENDULATIONS	14 562,14 €	14/11/2019	15	919,00	1 940,00	11 652,14
2019-VILLE-0077	1998-VILLE-0001	B76SP01	ARREANGE ELECTRIQUE TRAVI B24	8 455,44 €	14/11/2019	15	563,00	1 126,00	6 766,44
2019P001	1998-VILLE-0001	B76SP01	BOULE 3 MOTRICES POUR TRIBUNE	8 133,20 €	21/01/2020	15	408,00	408,00	5 317,20
11676SP01PRO	1998-VILLE-0001	B76SP01	SALLE POLYVALENTE - TRAVAUX 2013	25 522,57 €	16/09/2013	0	0,00	0,00	25 522,57
11676SP02PRO	1998-VILLE-0001	B76SP01	SALLE POLYVALENTE - TRAVAUX EN REQUE	3 579,86 €	11/12/2015	0	0,00	0,00	3 579,86
B215AS001	1998-VILLE-0001	B76SP01	CHAUDIERE SAS SALLE POLYVALENTE	5 064,00 €	23/08/2021	0	0,00	0,00	5 064,00
B215P01	1998-VILLE-0001	B76SP01	TRAVAUX 2021 SALLE POLYVALENTE	79 347,38 €	21/05/2021	0	0,00	0,00	79 347,38
B76SP01	1998-VILLE-0001	B76SP01	SALLE POLYVALENTE	3 365 463,11 €	31/12/1998	0	0,00	0,00	3 365 463,11
TOTAL GENERAL				3 518 667,89 €			2 643,00 €	4 878,00 €	3 511 146,89 €

Il est proposé de régulariser cette situation des biens non amortis en différenciant les biens selon leur date d'acquisition.

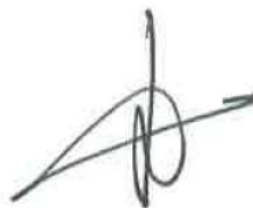
Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, décide :

- **Pour les 4 biens non amortis acquis entre 2013 et 2021 :**
 - De pratiquer un rattrapage des amortissements non opérés antérieurement sur l'exercice 2022 à partir de la durée d'acquisition du bien soit un total à amortir sur cet exercice de 22 612 €,
 - De poursuivre l'amortissement annuel sur la durée résiduelle à compter de l'exercice 2023,
- **Pour le bien d'origine (entré dans l'inventaire en 1998) :**
 - D'autoriser le comptable à opérer un rattrapage des amortissements de 3 365 463,11 € par opération d'ordre non budgétaire par prélèvement sur le c/1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ».

A Mayenne, le 13 octobre 2022

La secrétaire de séance
Dominique FOURNIER

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET


VILLE DE MAYENNE ET MAYENNE COMMUNAUTE

SUIVI DES IMMOBILISATIONS ET DE LA DETTE

Suite aux rapports de la Chambre Régionale des Comptes des Pays de Loire relatifs au contrôle des comptes de la ville de Mayenne et de la Communauté de communes Mayenne Communauté et aux lettres du 26 juillet 2022 de la chambre adressées au comptable lui demandant de se mettre en relation avec les deux collectivités pour régulariser les discordances actifs /inventaires et états de la dette, se sont réunis le 25 août 2022 en mairie de Mayenne :

- Monsieur David LE BORGNE, DGS
- Madame Nathalie ROUSSEL, Directrice ressources
- Madame Delphine TOME, Responsable finances
- Monsieur Paul RICHOUE, Comptable
- Monsieur Denis JUDON, Adjoint au comptable
- Madame Anne GUILLOU, Conseillère aux décideurs locaux

Après examen des observations communes aux collectivités et au comptable, la méthodologie suivante a été adoptée :

IMMOBILISATIONS :

Il a été convenu pour atteindre l'objectif assigné de régulariser la situation avant le passage à la M57 prévu au 1^{er} janvier 2024 de :

I - Ajustement de l'inventaire et de l'actif : traiter les divergences suivant l'ordre de priorité suivant :

- Ajustement et intégration des c/2031 et 23..
- Examen des c/24.. de mise à disposition afin de s'assurer que les biens comptabilisés comme tel chez le comptable le sont également à l'inventaire des deux collectivités
- Recherche à l'actif des biens cédés ou réformés dont la sortie n'aurait pas été comptabilisée
- Ajustement des autres biens pour lesquels des discordances sont constatées

L'outil développé par Madame GUILLOU pourra être utilisé pour faciliter le rapprochement entre l'inventaire et l'actif

II – Amortissements :

- De comptabiliser le rattrapage des amortissements des biens non amortis, biens dont l'amortissement est obligatoire selon l'instruction M 14
- D'amortir ces biens pour la durée résiduelle déterminée
- D'examiner la possibilité d'amortir des biens n'entrant pas dans la catégorie des biens amortissables de manière obligatoire

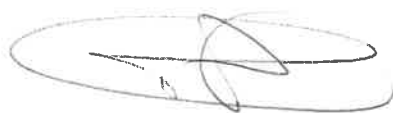
La procédure de correction d'erreurs sera mise en œuvre pour régulariser la situation.

ETAT DE LA DETTE :

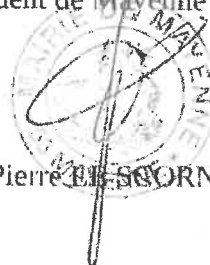
L'ajustement des états de la dette des deux collectivités et du comptable ont été en grande partie ajustés ; les différences subsistantes devront être régularisées :

C/1641			
MAYENNE COMMUNAUTE			
	BP 2022	Balance	différence
BP	6 825 762,27	6 825 761,57	0,70
OM	25 423,00	25 423,00	0,00
prest serv	60 000,00	60 000,00	0,00
VILLE MAYENNE			
	BP 2022	Balance	différence
BP	5 436 819,11	5 436 711,86	107,25
EAU ASST	463 203,05	463 310,26	-107,21
CREMA	104 683,29	104 683,27	0,02
PF	79 198,21	79 198,21	0,00

Le comptable



Paul RICHOU

Le maire de la ville de Mayenne et
président de Mayenne Communauté


Jean-Pierre ELISSORNET

La 1ère Adjointe de la ville de Mayenne



Dominique FOURNIER

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Emprunts et dettes au 31/12/N														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice				ICNE de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)			
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		5 305 363,71					1 031 348,15	146 806,86	0,00	54 688,79		
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 305 363,71					1 031 348,15	146 806,86	0,00	54 688,79		
00381 593775 (2012-01)	N	0,00	A-1	326 492,35	9,51	F	FIXE	1,650	30 617,52	5 703,52	0,00	1 288,22		
00381 593775 003 03 (2010-01)	N	0,00	A-1	441 802,62	3,21	F	FIXE	3,270	126 796,11	17 047,32	0,00	692,22		
0942000 (2001-01)	N	0,00	A-1	16 501,57	10,67	V	LIVRETA	1,200	1 395,54	214,76	0,00	148,92		
1032326 (2004-02)	N	0,00	A-1	84 720,23	13,50	V	LIVRETA	1,200	5 527,18	1 082,96	0,00	726,04		
1129228 (2008-01)	N	0,00	A-1	723 724,41	6,00	F	FIXE	4,470	86 466,75	36 215,54	0,00	32 350,48		
1168421 (2010-03)	N	0,00	A-1	64 200,98	22,75	V	LIVRETA	0,300	2 692,26	200,68	0,00	291,28		
15489 00381 00059377505 (2022-870228 (1999-01)	N	0,00	A-1	900 000,00	19,83	F	FIXE	1,690	0,00	0,00	0,00	2 291,91		
88 060673 (20071-TIR-1)	N	0,00	A-1	11 443,94	8,00	V	LIVRETA	1,300	1 371,43	169,56	0,00	149,04		
88 060673 (20071-TIR-2)	N	0,00	A-1	281 854,47	4,15	F	FIXE	3,128	59 815,05	12 489,35	0,00	1 108,04		
882193 (1999-02)	N	0,00	A-1	490 399,83	4,82	F	FIXE	3,128	87 142,07	21 314,53	0,00	3 543,14		
CO5884 090612 (2009-BFT-1)	N	0,00	A-1	38 376,10	8,67	V	LIVRETA	1,300	4 556,26	558,12	0,00	359,16		
MIN217907EUR (2004-01)	N	0,00	A-1	275 000,00	2,71	V	EURIBOR03M	0,336	100 000,00	1 287,61	0,00	328,03		
MIN254627EUR (2007-02)	N	0,00	A-1	14 726,76	2,00	F	EURIBOR03M	0,000	6 209,90	0,00	0,00	47,42		
MIN276920EUR (2011-01)	N	0,00	A-1	179 125,09	0,92	F	FIXE	4,510	171 269,18	13 104,97	0,00	695,61		
MON262705EUR (2008-02)	N	0,00	A-1	632 905,40	4,00	V	EURIBOR03M	0,947	148 918,92	6 922,24	0,00	4 124,41		
MON269821EUR (2010-04)	N	0,00	A-1	420 697,63	6,00	F	FIXE	4,860	56 290,50	22 472,94	0,00	5 225,03		
MON505166EUR (2015-01)	N	0,00	A-1	158 022,81	2,59	F	FIXE	2,360	54 974,29	4 542,59	0,00	618,11		
1643 Emprunts en devises (total)	N	0,00	A-1	245 369,52	2,50	F	FIXE	1,160	87 305,19	3 480,17	0,00	711,51		
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le

S²LO

ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

Emprunts et dettes au 31/12/N												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		3 280,00					1 793,25	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		3 280,00					1 793,25	0,00	0,00	0,00
2012-183 (2012-03)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	-0,126	973,25	0,00	0,00	0,00
202000039 (2020-01)	N	0,00	A-1	3 280,00	3.92	F	FIXE	0,000	820,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		5 308 643,71					1 033 141,40	146 806,86	0,00	54 688,79

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

94000 - MAYENNE

Exercice 2022

Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13931	Dotation d'équipement territoriaux ruraux	1 520,00				760,00		2 280,00	
1393	Sous Total compte 1393	1 520,00				760,00		2 280,00	
139	Sous Total compte 139	106 504,99		3 762,00	18 478,00	30 193,00	18 478,00	140 459,99	18 478,00
13	Sous Total compte 13	106 504,99	16 619 123,06	22 240,00	24 751,00	30 193,00	863 035,44	158 937,99	17 506 909,50
15171	Prov garant emprunts (nb)		289 021,38	13 558,81				13 558,81	289 021,38
1517	Sous Total compte 1517		289 021,38	13 558,81				13 558,81	289 021,38
151	Sous Total compte 151		289 021,38	13 558,81				13 558,81	289 021,38
15	Sous Total compte 15		289 021,38	13 558,81				13 558,81	289 021,38
1641	Emprunts en euros		4 952 959,03	13 831 524,75	14 315 277,58	1 031 348,15	900 000,00	14 862 872,90	20 168 236,61
16441	Opér afférentes à l'emprunt		483 752,83	11 550 377,89	11 066 625,06	59 470,27	59 470,27	11 609 848,16	11 609 848,16
1644	Sous Total compte 1644		483 752,83	11 550 377,89	11 066 625,06	59 470,27	59 470,27	11 609 848,16	11 609 848,16
164	Sous Total compte 164		5 436 711,86	25 381 902,64	25 381 902,64	1 090 818,42	959 470,27	26 472 721,06	31 778 084,77
165	Dép et caution reçus		8 228,73			737,10	572,86	737,10	8 801,59
									8

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Emprunts et dettes au 31/12/N													
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)		
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)													
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00		0,00		0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		65 839,92					13 358,29		1 141,56	0,00	159,89
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		65 839,92					13 358,29		1 141,56	0,00	159,89
00381000593775-08 (2013-01)	N	0,00	A-1	47 473,92	7,43	V	MOYEURIBOR03M	2,057	6 694,29		1 055,59	0,00	137,98
CO5885 090613 (2009-BFT-2)	N	0,00	A-1	18 366,00	2,71	V	EURIBOR03M	0,420	6 664,00		85,97	0,00	21,91
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		65 839,92					13 358,29		1 141,56	0,00	159,89

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au variable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et complabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et complabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

94013 - PF MAYENNE

Exercice 2022

Numéro de Compte		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		369 384,36								369 384,36
106	Sous Total compte 106		369 384,36								369 384,36
10	Sous Total compte 10		369 384,36								369 384,36
110	Report à nouveau solde créditeur		527 725,32		37 058,79					564 784,11	
11	Sous Total compte 11		527 725,32		37 058,79					564 784,11	
12	Résultat exercice bénéf		37 058,79	37 058,79				37 058,79			0,00
12	Sous Total compte 12		37 058,79	37 058,79				37 058,79			0,00
1641	Emprunts en euros		79 198,21			13 358,29		13 358,29			65 839,92
164	Sous Total compte 164		79 198,21			13 358,29		13 358,29			65 839,92
16884	Int sur empts etab crédit		47,73	47,73				47,73	207,62		159,89
1688	Sous Total compte 1688		47,73	47,73				47,73	207,62		159,89
168	Sous Total compte 168		47,73	47,73				47,73	207,62		159,89
16	Sous Total compte 16		79 245,94	47,73		13 358,29		13 406,02	79 405,83		65 999,81

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
					Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		73 633,79					0,00	0,00	231,46
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		73 633,79					0,00	0,00	231,46
MIN217907EUR (2004-01)	N	0,00	A-1	73 633,79	2,00	F	EURIBOR03M	0,000	0,00	0,00	231,46
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		73 633,79					31 049,48	0,00	231,46

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

94012 - CREMATORIUM MAYENNE

Exercice 2022


Numéro de Compte		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		1 240 109,42						1 240 109,42		1 240 109,42
106	Sous Total compte 106		1 240 109,42						1 240 109,42		1 240 109,42
10	Sous Total compte 10		1 240 109,42						1 240 109,42		1 240 109,42
110	Report à nouveau solde créditeur		1 515 946,95		208 182,12				1 724 129,07		1 724 129,07
11	Sous Total compte 11		1 515 946,95		208 182,12				1 724 129,07		1 724 129,07
12	Résultat exercice bénéf		208 182,12	208 182,12				208 182,12			0,00
12	ou perte										
12	Sous Total compte 12		208 182,12	208 182,12				208 182,12			0,00
1641	Emprunts en euros		104 683,27			31 049,48		31 049,48			73 633,79
164	Sous Total compte 164		104 683,27			31 049,48		31 049,48			73 633,79
16884	Int sur empts etab crédit						231,46		231,46		231,46
1688	Sous Total compte 1688						231,46		231,46		231,46
168	Sous Total compte 168						231,46		231,46		231,46
16	Sous Total compte 16		104 683,27			31 049,48		31 049,48	104 914,73		73 865,25

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le

ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

33/

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N												
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00						0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		392 182,84						71 127,42	16 913,11	0,00	7 159,22
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		392 182,84						71 127,42	16 913,11	0,00	7 159,22
00381 593775 004 04 (2010-02)	N	0,00	A-1	78 072,58	3,11	F	FIXE	3,270	22 375,76	3 008,64	0,00	0,00	380,25
1227147 (2012-02)	N	0,00	A-1	55 000,00	5,34	V	EURIBOR03M	2,895	10 000,00	1 790,46	0,00	0,00	458,89
20057 (2005-02)	N	0,00	A-1	64 000,00	7,99	F	FIXE	3,460	8 000,00	2 387,40	0,00	0,00	43,06
682319 (2005-01)	N	0,00	A-1	64 000,00	7,99	F	FIXE	3,460	8 000,00	2 387,40	0,00	0,00	43,06
MON255058EUR (2007-01)	N	0,00	A-1	131 110,26	4,00	F	FIXE	4,770	22 751,66	7 339,21	0,00	0,00	6 253,96
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Emprunts et dettes au 31/12/N														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt				Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)			
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00		0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00		0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00		0,00	
Total général		0,00		392 182,84					71 127,42	16 913,11	0,00		7 159,22	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

94002 - EAU ASST MAYENNE

Exercice 2022

Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1391	Subv équipt	1 266 225,55				1 310 442,59		1 310 442,59	
139	Sous Total compte 139	1 266 225,55		44 217,04		1 310 442,59		1 310 442,59	
13	Sous Total compte 13	1 266 225,55	2 643 732,04	44 217,04	38 523,71	1 310 442,59	2 682 255,75		1 371 813,16
1641	Emprunts en euros		463 310,26	71 127,42		71 127,42	463 310,26		392 182,84
164	Sous Total compte 164		463 310,26	71 127,42		71 127,42	463 310,26		392 182,84
167	Empts dettes assortis conditions parti		310 234,84				310 234,84		310 234,84
16884	Int sur empts etab crédit		8 132,67	8 132,67		8 132,67	15 291,89		7 159,22
1688	Sous Total compte 1688		8 132,67	8 132,67		8 132,67	15 291,89		7 159,22
168	Sous Total compte 168		8 132,67	8 132,67		8 132,67	15 291,89		7 159,22
16	Sous Total compte 16		781 677,77	8 132,67		79 260,09	788 836,99		709 576,90
181	Cpte liaison : affectation		723 484,24				723 484,24		723 484,24
18	Sous Total compte 18		723 484,24				723 484,24		723 484,24
Total classe 1		1 266 225,55	11 130 719,36	251 139,52	150 166,07	115 344,46	138 523,71	1 632 709,53	11 419 409,14
								1 310 442,59	11 097 142,20

Envoyé en préfecture le 22/09/2023

Reçu en préfecture le 22/09/2023

Publié le



ID : 053-215301474-20230921-CM21092023_13-DE

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-deux, le 2 décembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 8 décembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 8 décembre 2022**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, MM. REBOURS, MARIOTON Adjoints ;
M. BAILLAU, Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M.
BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, MOTTAIS, Mmes JONES, ROUYERE, M.
FAUCON, Mmes ANGOT, DEGUARA, M. CREUSIER conseillers municipaux.

Excusés :

M. TALOIS donne pouvoir à Mme LEFOULON
Mme DESBOIS donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme SAULNIER donne pouvoir à Mme ES-SAYEH
M. BESSIN donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
M. FRANCOU donne pouvoir à Mme JONES
M. CHOUZY donne pouvoir à Mme FOURNIER

Mme OGER.

M. MARIOTON a été désigné secrétaire de séance.

36 – Finances – Exercice 2022 – Immobilisations – Durée des amortissements**Mme FOURNIER expose :**

Conformément à l'article L 2321-2 alinéa 27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les amortissements constituent des dépenses obligatoires pour les communes de 3500 habitants.

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de faire constater forfaitairement la dépréciation des actifs immobilisés et de dégager les ressources pour pouvoir les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause, et ainsi d'étaler dans le temps, sur la durée probable d'utilisation, la charge consécutive à leur remplacement.

Conformément à l'article R 2321-1 du CGCT, l'amortissement obligatoire concerne les biens meubles (mobiliers, véhicules, matériel de bureau, etc), les biens productifs de revenus ; les immobilisations incorporelles correspondant aux frais d'études non suivis de réalisation, aux frais de recherche et de développement et aux logiciels.

La constatation de l'amortissement des immobilisations constitue une opération d'ordre budgétaire qui se réalise par l'inscription d'une dépense de fonctionnement (compte 6811) et d'une recette d'investissement strictement identique (compte 28xxx correspondant au bien) créant ainsi une charge nette pour la section de fonctionnement.

La M14 précise que les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- les frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L121-7 du code de l'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de dix ans ;
- les frais d'études non suivies de réalisations, qui sont amortis sur une durée maximum de cinq ans ;
- les frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas de réussite du projet et immédiatement, et pour leur totalité, en cas d'échec ;
- les frais d'insertion qui sont amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas d'échec du projet d'investissement ;
- les subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études ; trente ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations ; quarante ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Pour les autres catégories de dépenses, les durées d'amortissement correspondent à la durée probable d'utilisation et sont définies librement par la collectivité, l'assemblée délibérante disposant de la possibilité de se référer au barème indicatif indiqué dans la nomenclature budgétaire et comptable M14.

Considérant l'observation de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport de contrôle de la gestion pour les exercices 2016 et suivants nous invitant à préciser les durées d'amortissement en vue de la nouvelle nomenclature M57,

Il est proposé de fixer à compter du 1^{er} janvier 2023, les durées d'amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles comme annexé.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

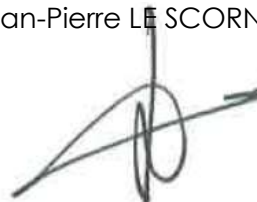
- **retient l'amortissement linéaire,**
- **abroge la délibération en date du 3 mars 2016 et la remplace par la présente,**
- **dit que les durées retenues par la présente ne sont applicables qu'aux biens acquis postérieurement à la délibération,**
- **fixe les durées d'amortissement comme annexé,**
- **fixe le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en 1 an à 1 500 €.**

A Mayenne, le 8 décembre 2022

Le secrétaire de séance
Jean-Marie MARIOTON



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. CHOUZY, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mmes OGER, DEGUARA.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

13 - Suite données aux recommandations de la Chambre régionale des Comptes**M. LE SCORNET expose :**

Suite au contrôle de la CRC dont le rapport final a été communiqué le 25 juillet 2022, il est demandé à la collectivité de présenter à l'assemblée délibérante un rapport présentant les actions entreprises suite aux observations de la chambre régionale des comptes.

1. Régulariser, avant la bascule vers l'instruction M57, les comptes d'immobilisation en cours conformément aux prescriptions de l'instruction comptable M14

Conformément à l'instruction comptable M14 en cours, l'ensemble des biens comptabilisés sur des natures comptables amortissables fait l'objet d'un amortissement. Ainsi, des régularisations ont été opérées sur le bien "salle polyvalente" qui a fait l'objet d'un rattrapage des amortissements non opérés antérieurement sur l'exercice 2022 (cf delib 19 du 13/10/2022). D'autres rattrapages d'amortissement ont été opérés sur les immeubles de rapport c/2132 par DM n°2 du 8/09/2022 pour 31 913 €.

2. Rétablir, avant la bascule vers l'instruction M57, la concordance entre l'inventaire établi par l'ordonnateur et l'Etat de l'actif élaboré par le comptable public conformément aux prescriptions fixées par l'instruction comptable

Dès le 25/08/2022 les services de la Collectivité et du comptable se sont réunis pour mettre en place un plan d'actions (cf protocole d'accord co signé). Dans ce cadre, un travail important et exclusif a été mené sur 5 jours par 3 agents du service des finances réunis avec le conseiller au décideur local pour déceler et résorber les écarts entre Inventaire et état de l'actif. Ce travail a porté ses fruits. Au 01/01/2024, il y aura concordance entre inventaire et actif. Les deux acteurs (collectivité, trésorerie) se satisfont de cette situation qui n'aurait pu aboutir sans l'implication, la motivation et la persévérance des 4 agents concernés par cette opération de recollement faisant suite à plusieurs dizaines d'années d'écart (dès 1998 année de reprise de la gestion de l'inventaire par l'ordonnateur).

3. Assurer l'exacte correspondance du compte administratif avec le compte de gestion du comptable, s'agissant en particulier de l'état de la dette et conformément aux prescriptions de l'instruction

L'ajustement des états de la dette a été opéré. Ainsi, l'annexe A2.2 du compte administratif 2022 et le compte de gestion 2022 présentent des montants identiques à savoir un solde des comptes c/164 et c/1681 de 5 308 643,71 € pour le budget principal; 65 839,92 € pour le budget Pompes Funèbres; 73 865,25 € pour le budget crématorium et 392 182,84 € pour le budget eau et assainissement (cf états de dette concordants des 4 budgets joints).

4. Actualiser, avant la bascule vers l'instruction M57, la valeur de l'actif en amortissant et en dépréciant les actifs devenus inopérants dont la valeur nette comptable est nécessairement nulle

La valeur nette comptable des 3 biens ciblés par le contrôle a été ramenée à zéro (piscines R Buron et Raymond Fauque; hall d'exposition). Par ailleurs les durées d'amortissement des biens ont été redéfinies pour gagner en lisibilité par délibération n°36 du 8/12/2022 (jointe).

5. Respecter les procédures réglementaires en vigueur en matière d'opérations immobilières (article L.2241-1 du CGCT)

L'article L.2241-1 du CGCT indique en effet : « Le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, sous réserve, s'il s'agit de biens appartenant à une section de commune, des dispositions des articles L. 2411-1 à L. 2411-19.

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.

Toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil municipal délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ».

Pour répondre à la recommandation de la CRC et au désir de transparence des élus municipaux, une nouvelle procédure de mise en vente des biens immobiliers a été mise en œuvre au cours de l'année 2023. En effet, 2 ensembles immobiliers d'importance ont fait l'objet d'une mise en vente par la collectivité. Pour ce faire, il a été décidé de mettre en concurrence l'ensemble des agences et mandataires immobiliers du secteur. En effet, le choix d'une agence immobilière est soumis à la réglementation de la commande publique, et doit donc être réalisé dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence (réponse ministérielle publiée au Journal Officiel du Sénat le 25 octobre 2012 : « le contrat de mandat signé auprès d'une agence immobilière étant conclu à titre onéreux, cette opération est soumise aux dispositions du Code de la commande publique »).

C'est pourquoi, une procédure de consultation a été lancée auprès de l'ensemble des agences immobilières de la ville de Mayenne et ce, pour les deux biens immobiliers.

Ainsi, par délibérations motivées selon les termes de l'article L.2241-1 du CGCT susvisé, le Conseil Municipal a autorisé les 12 janvier et 22 juin 2023, M. le Maire à signer les pièces relatives à ces deux procédures de mise en vente et à effectuer les démarches nécessaires.

A l'issue de chacune de ces deux délibérations, une lettre de consultation a été envoyée à tous les mandataires/agences immobiliers de Mayenne (en plus des 2 négociateurs immobiliers des études notariales), avec demande de réponse dans un délai d'environ 2 semaines. Il s'agissait pour eux de faire part de leur proposition de taux d'honoraires sur la vente du bien et de leur démarche de commercialisation et de publicité. A la suite de cette consultation et après analyse des offres, des candidats ont été retenus et chacun d'eux a été en mesure de visiter le bien, d'identifier des acquéreurs potentiels parmi leur clientèle, de conseiller la collectivité sur la mise en vente ainsi que sur les démarches nécessaires et d'établir une convention de mandat, tout comme les deux négociateurs immobiliers des études notariales de Mayenne.

Sur la mise en vente de ces deux biens immobiliers : l'une s'est soldée par une vente effective permise par l'intermédiaire d'un des mandataires immobiliers retenus lors de la consultation et l'autre est actuellement en cours de commercialisation par le mandataire immobilier retenu dans le cadre d'un mandat d'exclusivité de 2 mois (à l'issue de ce délai, si aucune offre d'achat n'est faite, un mandat sera confié aux deux candidats arrivés en 2^{ème} et 3^{ème} position lors de la consultation, ainsi qu'aux deux études notariales de la commune).

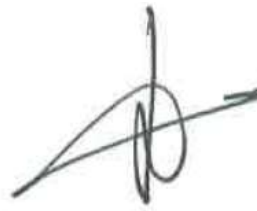
A l'exemple de ces deux ventes, cette procédure sera désormais systématique afin de respecter les procédures réglementaires en vigueur en matière d'opérations immobilières.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, a pris connaissance de ces réponses à la Chambre Régionale des Comptes.

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-trois, le 15 septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, MM. REBOURS, MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. CHOUZY, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. GUERALT
Mme LEROUX donne pouvoir à M. MARIOTON
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à Mme JONES
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme ANGOT
M. CREUSIER donne pouvoir à M. BONNET

Mmes OGER, DEGUARA.

M. REBOURS a été désigné secrétaire de séance.

14 - Tarifs ALSH**Mme LEFOULON expose :**

Annule et remplace la délibération n° 21 du 22 juin 2023

Suite aux demandes de parents lors des rencontres autour des tarifs, il a été demandé :

- de pouvoir mettre son enfant aux ALSH à partir de 13H30. C'est déjà faisable dans ce cas-là, le tarif appliqué est la part ALSH sans le repas (soit 4,73 € pour le plus petit QF et 5,78 € pour le QF le plus élevé)
- de pouvoir les midis où les enfants sont scolarisés, récupérer son enfant jusqu'à 12H30. Le coût horaire des ALSH périscolaires s'élève pour 2023, après déduction des aides de la CAF, à 6,66 €/heure.

La commission affaires scolaires propose d'appliquer sur ce temps du midi, entre 11H30 et 12H30, le même tarif que le tarif en vigueur sur les temps d'accueil du matin et du soir qui est compris entre 0,50 € pour le

quotient familial le plus bas et 0,72 € pour le quotient le plus élevé. Ce tarif sera appliqué tous les jours de la semaine à l'exception du mercredi car il n'y a pas d'école l'après-midi.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **applique ces nouveaux tarifs à compter de septembre 2023**
- **ajoute à la délibération des tarifs ALSH, un tarif en cas de retard pour inscription de 10 € par enfant.**

A Mayenne, le 21 septembre 2023

Le secrétaire de séance
Olivier REBOURS

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET

